

(1)

(N° 9.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1944-1945.

SÉANCE DU 7 DÉCEMBRE 1944.

REVISION DU RÈGLEMENT.

Proposition présentée par M. le baron Moyersoën.

MESDAMES, MESSIEURS,

Nous avons l'honneur de vous proposer diverses modifications au règlement du Sénat.

Elles ont pour but, en ordre principal, d'étendre les pouvoirs du président et de renforcer son autorité.

En ordre secondaire elles concernent le dépôt des amendements, les interpellations, les mesures d'ordre, la discussion et le vote des budgets, le mode de nomination des commissions permanentes et l'examen des budgets en commission.

Nous proposons également de légères modifications à d'autres articles en vue de les mettre en concordance avec ceux pour lesquels nous prévoyons une revision substantielle.

En déposant ce projet, nous espérons que le Bureau du Sénat voudra bien constituer le plus tôt possible la Commission, prévue par l'article 100 du règlement, qui sera chargée de l'examiner et d'en faire rapport au Sénat.

Bon R. MOYERSEN.

TEXTE ACTUEL

ART. 9. — 1. Toutes ces nominations se font à la majorité absolue des suffrages.

2. Si, après le premier tour de scrutin, aucun membre n'obtient la majorité absolue, un scrutin de ballottage a lieu entre les deux membres qui ont obtenu le plus de voix.

3. Dans tous les cas de parité de suffrages, les plus âgés sont préférés.

4. Les mêmes règles sont appliquées pour toutes les élections et présentations de candidats confiées au Sénat. (Modif. le 17 juin 1924 et le 6 juillet 1939.)

TEXTE PROPOSÉ

ART. 9. — Alinéa premier. — Toutes ces nominations se font à la majorité absolue des *membres présents*.

(Les 2^e, 3^e et 4^e alinéas comme ci-contre.)

Ajouter la disposition ci-après : Toutefois, le président ne peut être proclamé élu que s'il obtient la majorité absolue des membres présents. Si, au second tour de scrutin pour la nomination de celui-ci, aucun des deux candidats n'obtient cette majorité, la séance est levée et la nomination des membres du Bureau est remise à la séance suivante.

Justification.

Le texte actuel du premier alinéa porte que les nominations des membres du Bureau se font à la majorité absolue *des suffrages*, c'est-à-dire des votes *valablement exprimés*, les bulletins blancs et nuls étant décomptés du nombre des votants. Cette pratique doit être abandonnée; elle a donné, dans le passé, des résultats qui portaient atteinte au prestige du Sénat et à l'autorité présidentielle.

Citons, notamment, l'incident qui s'est produit le 14 novembre 1933 à propos de la nomination du président : 141 membres avaient pris part au vote; il y eut 69 bulletins blancs ou nuls et 72 bulletins valables, soit une majorité absolue réduite à 37. Le candidat proclamé élu n'obtint que *69 suffrages*, soit *moins de la moitié* du nombre des membres ayant participé à l'élection. Plusieurs sénateurs protestèrent contre la proclamation de ce résultat, qui fut maintenu parce qu'il était conforme à l'esprit et au texte du règlement.

Un président, élu dans de pareilles conditions, n'a pas l'autorité nécessaire pour mener à bien la tâche difficile et délicate que ces hautes fonctions lui imposent; car, outre sa valeur personnelle, la confiance et le respect de la majorité de ses collègues lui sont indispensables pour exercer, avec une autorité indiscutable, la direction de nos débats.

C'est pour obvier à ces inconvénients majeurs que nous proposons de modifier l'alinéa premier de l'article 9.

En ce qui concerne le Bureau, il est d'usage que tous les groupes y soient représentés au prorata de leur importance numérique. Le Bureau du Sénat est donc l'émanation de la très grande majorité de ses membres; il semble que les candidats, présentés par leurs groupes respectifs, doivent recueillir la grande majorité des suffrages.

Il n'y a donc pas lieu d'exiger la majorité absolue des membres présents pour l'élection des autres membres du Bureau ni pour les élections et présentations confiées au Sénat. Si le scrutin de ballottage ne donne pas la majorité absolue aux candidats les plus favorisés, ceux y ayant obtenu le plus grand

nombre de voix seront proclamés élus conformément aux alinéas 2 et 3 de l'article 9.

Mais nous proposons d'ajouter une disposition qui tend à remettre à une autre séance, la nomination des membres du Bureau, si aucun des candidats à la présidence n'obtient, au deuxième tour de scrutin, la majorité absolue des membres présents.

Entretiens, les groupes auront l'occasion de se concerter pour chercher un accord sur un nom qui puisse rallier la grande majorité des suffrages.

TEXTE ACTUEL

Fonctions du président.

ART. 12. — Les fonctions du président sont de maintenir l'ordre dans l'assemblée, de faire observer le règlement, d'accorder la parole, de poser les questions, d'annoncer les résultats des votes, de prononcer les décisions du Sénat et de porter la parole en son nom et conformément à son vœu.

Il ne peut prendre la parole dans un débat que pour présenter l'état de la question et y ramener; s'il veut discuter, il quitte le fauteuil, et ne peut le reprendre avant que la discussion sur la question soit terminée.

CHAPITRE IV.

DES SÉANCES.

Ordre du jour.

ART. 17. — Le président ouvre et clôture les séances. Il indique, au cours ou à la fin de chaque réunion, après avoir consulté l'assemblée, le jour et l'heure de la séance suivante et l'ordre du jour, lequel est affiché dans un local du Sénat et mentionné dans les convocations.

Ouverture des séances.

Sauf décision contraire de l'assemblée, la séance s'ouvre à 14 heures et se clôture à 17 heures.

TEXTE PROPOSÉ

Fonctions du président.

ART. 12. — Intercaler après les mots : « de faire observer le règlement », les mots : « de fixer l'ordre du jour du Sénat, de conduire et de clôturer les débats », etc... (la suite comme au texte actuel).

Ordre du jour.

ART. 17. — Le président ouvre et clôture les séances. Il indique, au cours ou à la fin de chaque réunion, le jour et l'heure de la séance suivante ainsi que l'ordre du jour; celui-ci est affiché dans un local du Sénat et mentionné dans les convocations.

Ouverture des séances.

Sauf décision contraire de l'assemblée:

1^o La séance s'ouvre à 14 heures et se clôture à 17 heures;

Jours des séances.

2^o Le Sénat ne siège ni le lundi, ni le mercredi, ni le samedi.

TEXTE ACTUEL

TEXTE PROPOSÉ

Appel nominal.

Si, au cours de la séance, un appel nominal fait constater que l'assemblée ne se trouve plus en nombre suffisant pour délibérer, les noms des membres présents, absents et excusés sont mentionnés au procès-verbal et publiés aux *Annales parlementaires* et au *Compte-rendu analytique*, (Modif. le 17 juin 1924 et le 6 juillet 1939.)

Jours des réunions des Commissions.

3^o Le *mercredi* est généralement réservé aux *réunions des Commissions*. Toutefois, les Commissions peuvent procéder à leurs travaux et les poursuivre à tout autre moment, en dehors des séances publiques, sous réserve des cas spéciaux dont le président du Sénat est juge.

Appel nominal.

Si, au cours de la séance, un appel nominal fait constater que l'assemblée ne se trouve plus en nombre suffisant pour délibérer, les noms des membres présents, absents et excusés sont mentionnés au procès-verbal et publiés aux *Annales parlementaires* et au *Compte rendu analytique*.

Justification.

La modification proposée consiste à réserver le mercredi aux séances des Commissions.

Jusqu'à présent, et sauf pour les cas d'urgence, les Commissions étaient toujours convoquées les jours de séances publiques, soit le matin entre 10 et 11 heures, soit l'après-midi à partir de 13 heures. Le matin, les séances des Commissions sont trop courtes pour être fructueuses. L'après-midi elles empêchent les membres d'assister à la séance publique, ou bien sont interrompues pour permettre aux membres de prendre part à des votes en séance publique. Dans ce cas, la Commission remet ses travaux à une autre date et tout le travail déjà effectué au cours de cette réunion écourtée est à recommencer.

Le texte nouveau prévoit la possibilité de réunir les Commissions à d'autres moments en dehors des séances publiques, c'est-à-dire le matin ou un autre jour de la semaine où il n'y a pas séance publique, sous réserve des cas spéciaux dont le président du Sénat est juge.

Quant aux séances du Sénat, elles auraient lieu, en principe, les *mardi*, *jeudi* et *vendredi* de chaque semaine, de 14 à 17 heures. Il est recommandable de ne pas aller au delà de 17 heures, pour permettre aux sénateurs de province de rentrer chez eux à une heure convenable de la soirée.

De même que les séances du matin, qui ne sont suivies que par un petit nombre de sénateurs, les séances d'après-midi qui se prolongent pendant quatre heures et plus, sont généralement nuisibles à un travail sérieux. Les sénateurs ont le devoir et doivent avoir la possibilité d'assister aux discussions et aux votes de l'assemblée. L'expérience démontre que la présence de tous n'est

possible qu'entre 14 et 17 heures. Ni les séances du matin, ni les séances prolongées au delà de 17 heures ne donnent de résultats tangibles au point de vue législatif. Il paraît bien indiqué d'abandonner cette pratique, sauf dans des cas exceptionnels dont le président est seul juge.

TEXTE ACTUEL

Ordre de parole.

ART. 22. — 1. Aucun sénateur ne peut parler qu'après s'être fait inscrire ou avoir demandé la parole et, dans l'un et l'autre cas, après l'avoir obtenue.

2. Les demandes d'inscription ne sont pas accueillies avant le dépôt du rapport sur l'objet de la discussion.

3. La parole est accordée suivant l'ordre des inscriptions et des demandes.

4. Sauf l'auteur et le rapporteur d'une proposition, qui sont entendus quand ils le désirent, nul ne parle plus de deux fois sur la même question, à moins que l'assemblée ne l'y autorise. Celle-ci peut, au cours de la discussion, limiter le temps de parole des orateurs.

5. Il peut aussi être dérogé à l'ordre des inscriptions et des demandes pour accorder la parole alternativement *pour, sur et contre* la proposition en discussion.

6. L'orateur parle debout, de la tribune, de la place qui lui est assignée dans la salle ou d'une des places assignées aux membres du groupe auquel il appartient.

7. Il ne s'adresse qu'au président ou à l'assemblée. (*Modif. le 17 juin 1924 et le 25 novembre 1930*)

TEXTE PROPOSÉ

Ordre de parole.

ART. 22. — 1. Aucun sénateur ne peut parler qu'après s'être fait inscrire ou avoir demandé de sa place la parole et, dans l'un et l'autre cas, après l'avoir obtenue.

2. Les demandes d'inscription ne sont pas accueillies avant le dépôt du rapport sur l'objet de la discussion.

3. La parole est accordée suivant l'ordre des inscriptions et des demandes.

4. Sauf l'auteur et le rapporteur d'une proposition, qui sont entendus quand ils le désirent, nul ne parle plus de deux fois sur la même question, à moins d'une autorisation spéciale du président. Celui-ci peut limiter le temps de parole de tous les orateurs.

5. Il peut aussi déroger à l'ordre des inscriptions et des demandes et accorder la parole alternativement *pour, sur et contre* la proposition en discussion.

6. L'orateur parle de la tribune, il ne s'adresse qu'au président ou à l'assemblée.

Justification.

C'est pour raison d'acoustique que les orateurs sont obligés de monter à la tribune. Grâce au microphone qui se trouve devant lui, tous ses collègues peuvent l'entendre sans difficulté et les conversations particulières de ses voisins ne le gênent pas.

L'alinéa premier de l'article 22 dit qu'« aucun sénateur ne peut parler qu'après s'être fait inscrire ou avoir demandé la parole et, dans l'un ou l'autre cas, après l'avoir obtenue ».

Il résulte de ce texte que *toute interruption*, d'où qu'elle vienne et quelle que soit sa portée, fût-ce même du banc du Gouvernement, *est interdite*.

Or il arrive souvent que certains discours sont hachés par de nombreuses interruptions qui sont mentionnées aux *Annales* et au *Compte-rendu analytique*.

Le sénateur qui interrompt un orateur trouble l'ordre; il doit y être rappelé par le président et, si l'interrupteur persiste, les sanctions prévues par le chapitre des « Mesures d'ordre » lui sont appliquées.

Nous conférons en outre, au président, le droit de limiter le temps de parole des orateurs.

TEXTE ACTUEL

Police de la tribune.

ART. 23. — Toute imputation de mauvaise intention, toute personnalité sont défendues sous peine de rappel à l'ordre qui pourra être prononcé conformément à l'article 36. (*Modif. le 17 juin 1924.*)

TEXTE PROPOSÉ

Police de la tribune.

ART. 23. — Toute imputation de mauvaise intention, toute personnalité sont défendues sous peine de rappel à l'ordre prononcé conformément à l'article 36.

Justification.

Au lieu de dire « pourra être », nous proposons l'impératif « est », qui ne laisse subsister aucun doute sur le droit du président.

TEXTE ACTUEL

Rappel à la question.

ART. 24. — Si un orateur s'écarte de la question, le président seul l'y rappelle. Si, dans la même discussion, après avoir été deux fois rappelé à la question, l'orateur s'en écarte de nouveau, le président consulte l'assemblée pour savoir si la parole sera retirée à l'orateur jusqu'à épuisement de l'objet en discussion. (*Modif. le 17 juin 1924 et le 6 juillet 1939.*)

TEXTE PROPOSÉ

Rappel à la question.

ART. 24. — Si un orateur s'écarte de la question, le président seul l'y rappelle. Si, dans la même discussion, après avoir été deux fois rappelé à la question, l'orateur s'en écarte de nouveau, le président lui retire la parole jusqu'à la fin de la discussion en cours.

Justification.

Nous estimons que le président ne doit pas consulter l'assemblée dans le cas qui nous occupe.

TEXTE ACTUEL

Priorité.

ART. 25. — Il est toujours permis de demander la parole :

1^o Pour proposer la question préalable contre toute discussion ultérieure;

TEXTE PROPOSÉ

Priorité.

ART. 25. — I. Après le 4^o, dire : Ces demandes ont la préférence sur la question principale dont elles suspendent la discussion. Le président décide

TEXTE ACTUEL

- 2° Pour demander l'ajournement;
- 3° Pour le rappel au règlement;
- 4° Pour répondre à un fait personnel.

Ces demandes ont la préférence sur la question principale dont elles suspendent la discussion, et sont mises aux voix par assis et levé avant cette question.

Motion d'ordre.

Toute motion relative à l'ordre des travaux de l'assemblée ou pour le redressement d'un fait allégué doit, au préalable, être communiquée, par écrit, au président, qui juge de sa recevabilité ou de son opportunité.

Si le président déclare la motion recevable, il fixe le moment où elle peut être présentée. Son développement ne peut dépasser dix minutes. Le membre intéressé peut seul prendre la parole.

Au cas où la décision du président ne donne pas satisfaction et si le membre insiste, le président consulte le Sénat qui se prononce sans débat, par assis et levé. (*Modif. le 17 juin 1924 et le 6 juillet 1939.*)

TEXTE PROPOSÉ

de la suite qu'il convient de leur donner.

II. Supprimer le dernier alinéa.*Justification.*

Puisque c'est le président qui fixe l'ordre du jour des séances du Sénat et qui a dans ses attributions la police de l'assemblée (art. 12), il lui appartient de trancher les questions qui font l'objet de l'article 25.

TEXTE ACTUEL

**Ordre des votes.
Division de droit. Amendements.**

ART. 26. — Si une question est complexe, la division est de droit lorsqu'elle est demandée.

Les amendements sont mis aux voix avant la proposition définitive, et les sous-amendements avant les amendements. (*Modif. le 15 novembre 1866.*)

TEXTE PROPOSÉ**Ordre des votes. Division de droit.**

ART. 26. — Si une question est complexe, la division est de droit lorsqu'elle est demandée.

Amendements.

Les amendements sont mis aux voix avant la proposition primitive, et les

TEXTE ACTUEL

Entre les propositions présentant ce caractère que le vote des unes exclut le vote des autres, celles qui peuvent être mises aux voix sans exclure le vote des autres ont la priorité; entre les propositions dont le vote des unes exclut la mise aux voix des autres, la priorité est attribuée à celles qui ont le plus d'étendue.

Lorsque, en conclusion d'un débat, il y a, parmi les ordres du jour en présence, un ordre du jour pur et simple, le président met aux voix, par priorité, l'ordre du jour pur et simple. (*Modif. le 6 juillet 1939.*)

TEXTE PROPOSÉ

sous-amendements avant les amendements.

Entre les propositions dont le vote des unes exclut le vote des autres, celles qui peuvent être mises aux voix sans exclure le vote des autres ont la priorité: entre les propositions dont le vote des unes exclut la mise aux voix des autres, la priorité est attribuée à celles qui ont le plus d'étendue.

Lorsque, en conclusion d'un débat, il y a, parmi les ordres du jour en présence, un ordre du jour pur et simple, celui-ci est mis aux voix par priorité.

Justification.

Simple modifications de rédaction.

TEXTE ACTUEL**Clôture des discussions.**

ART. 27. — Plus aucun orateur ne demandant la parole, le président clôt la discussion.

Lorsque *dix* membres demandent la clôture d'une discussion ou si le président estime qu'il y a lieu de faire cette proposition, il consulte l'assemblée.

Il est permis de prendre la parole pour ou contre une demande de clôture.

Le temps de parole pour ou contre une demande de clôture ne peut dépasser cinq minutes pour chaque orateur. Toutefois, si le président juge l'assemblée suffisamment éclairée, la clôture est mise aux voix.

Il est interdit de prendre la parole entre les deux épreuves d'un vote. (*Modif. le 17 juin 1924 et le 9 juillet 1939.*)

TEXTE PROPOSÉ**Clôture des discussions.**

ART. 27. — Lorsqu'aucun membre ne demande plus la parole, le président clôt la discussion.

Lorsque *dix* membres demandent la clôture d'une discussion, le président décide s'il y a lieu ou non de la continuer.

Le président peut d'autorité décider la clôture d'une discussion.

(Supprimer le dernier alinéa.)

Justification.

I. Nous avons naguère assisté à de longs débats à propos d'une demande de clôture d'une discussion.

Généralement lorsqu'une demande de clôture est formulée c'est parce qu'on considère que tous les arguments « pour et contre » ont été développés et que l'assemblée est suffisamment éclairée sur le sujet en discussion. Le président est mieux que quiconque désigné pour prononcer la clôture au moment opportun. Il est à même d'apprécier si le débat est arrivé au point où de nouveaux développements paraissent superflus. Il doit donc avoir la latitude de décider soit de la continuation, soit de la clôture de la discussion. C'est dans ce sens que nous proposons la modification essentielle à l'article 27.

II. Le dernier alinéa trouve mieux sa place à la fin de l'article 30 qui règle la procédure des votes par assis et levé.

TEXTE ACTUEL

Votes.

ART. 28. — Le vote sur l'ensemble des lois a lieu par appel nominal et à haute voix.

Dans les autres cas, le vote a lieu par assis et levé, sauf quand dix membres au moins demandent le vote par appel nominal.

Si le bureau le juge utile, il inscrit le nom de dix de ces membres et l'appel nominal commence par leur nom.

Si un de ces membres ne répond pas à l'appel de son nom, l'appel nominal n'est pas continué et le vote a lieu par assis et levé.

Lorsque le résultat d'un vote par appel nominal fait constater que le Sénat n'est pas en nombre, le vote est repris au début de la séance suivante, avant toute autre communication. (*Modif. le 17 juin 1924, le 26 juillet 1934 et le 6 juillet 1939*).

Votes par assis et levé.

ART. 30. — Si le vote a lieu par assis et levé, la répétition de l'épreuve et de la contre-épreuve est de droit à la demande de DEUX membres ; le président et les secrétaires décident du résultat de l'épreuve et de la contre-épreuve. S'il y a doute, après la répétition, il est procédé à l'appel nominal. (*Adopté le 17 juin 1924.*)

TEXTE PROPOSÉ

Votes.

ART. 28. — I. Alinéa 3. — Au lieu de « Si le bureau le juge utile », dire : « Si le président le juge utile ».

II. Au dernier alinéa *in-fine*, au lieu de : « avant tout autre communication », dire : « avant tout autre débat ».

Votes par assis et levé.

Ajouter à cet article la disposition finale de l'article 27, ainsi conçue :

« Il est interdit de prendre la parole entre les deux épreuves d'un vote. »

TEXTE ACTUEL

Questions.

ART. 32. — 1. Le membre qui désire poser une question au Gouvernement en remet le texte écrit et signé au président; ce texte ne peut énoncer que les faits indispensables pour le rendre intelligible.

2. Le Ministre compétent envoie sa réponse au président dans la quinzaine du dépôt de la question. Celle-ci et la réponse sont insérées dans un document annexé au *Compte-rendu analytique* français et néerlandais de la séance du mardi qui suit la réception de la réponse.

3. Si la réponse ne parvient pas au président dans le délai prévu, la question est publiée, sauf à être reproduite lors de la publication de la réponse.

4. La réponse ne peut donner lieu à discussion.

5. Une question ne peut être signée par plus de TROIS membres.

6. Lorsque l'objet d'une question est d'un intérêt purement privé ou de nature à porter préjudice à l'intérêt général, le Bureau du Sénat peut décider, après avoir entendu le membre intéressé, qu'il n'y a pas lieu de la reproduire au *Bulletin des questions et réponses*. Son auteur est averti de cette décision par les soins du greffier. (*Modif. le 17 juin 1924, le 25 novembre 1930, le 16 décembre 1936 et le 6 juillet 1939.*)

TEXTE PROPOSÉ

Questions.

Comme ci-contre, mais en *supprimant* :

1^o Le cinquième alinéa, disant : « Une question ne peut être signée par plus de trois membres ».

2^o Au sixième alinéa les mots : « Bureau du Sénat », qui sont remplacés par le mot « président ».

Justification.

La suppression du 1^o nous paraît indiquée puisque le dernier alinéa de l'article 32 prévoit que l'auteur de la question sera entendu par le Bureau, si celui-ci estime qu'il n'y a pas lieu d'insérer la question au bulletin *ad hoc*. Il ne peut donc y avoir plus d'un signataire.

Nous proposons également de supprimer au dernier alinéa les mots : « Bureau du Sénat », pour spécifier que c'est le président qui peut prendre cette décision, et non les membres composant le Bureau, qui devraient être convoqués à cette fin.

TEXTE ACTUEL

Interpellations.

ART. 33. — I. Le membre qui se propose d'interpeller le Gouvernement fait connaître au président l'objet de son interpellation par une déclaration écrite, accompagnée d'une note indiquant d'une manière précise la question ou les faits sur lesquels des explications sont demandées, ainsi que les principales considérations que l'interpellateur se propose de développer.

2. Le président donne lecture de la déclaration écrite.

3. L'interpellation est inscrite à la suite de l'ordre du jour, à moins que le Sénat n'en décide autrement.

4. L'exposé de l'interpellation ne peut dépasser une demi-heure.

5. Après les explications du Gouvernement, ne pourront prendre la parole que quatre orateurs au plus, mais pendant dix minutes seulement. L'auteur de l'interpellation est compris parmi ces quatre orateurs. Il a droit à un tour de priorité.

6. Sur demande d'un cinquième des membres du Sénat, l'interpellation peut être fixée à une séance plus rapprochée ou, d'accord avec le Gouvernement, à la séance même. Dans ce cas, aucune mesure limitative n'est applicable. (Modif. le 17 juin 1934 et le 6 juillet 1939.)

TEXTE PROPOSÉ

Interpellations.

I. Au troisième alinéa, au lieu de « à moins que le Sénat n'en décide autrement », dire : « à moins que le président n'en décide autrement. »

II. *Ajouter* la disposition ci-après :

« Lorsque l'objet d'une interpellation est d'un intérêt purement privé ou local, ou de nature à porter préjudice à l'intérêt général, le président peut décider, après avoir entendu le membre intéressé, qu'il n'y a pas lieu d'en donner connaissance au Sénat. »

Justification.

L'auteur d'une interpellation peut se méprendre sur le degré d'importance du sujet qu'il compte traiter à la tribune, ou bien il a l'intention de développer une question qui risque d'aller à l'encontre de l'intérêt général.

S'il résulte du texte de la demande d'interpellation et de la note explicative jointe que le sujet est d'un intérêt purement privé ou local, ou qu'il est de nature à porter préjudice à l'intérêt général, le président en fait part au membre intéressé et décide, après l'avoir entendu, s'il y a lieu ou non d'en donner connaissance au Sénat.

TEXTE ACTUEL

TEXTE PROPOSÉ

CHAPITRE V.

DES CONGÉS.

ART. 35. — Nul sénateur ne peut s'abstenir d'assister à une séance publique ou à une séance de commission dont il est membre, sans en avoir prévenu le président. (*Modif. le 17 juin 1924 et le 6 juillet 1939.*)

ART. 35. — Nul sénateur ne peut s'abstenir d'assister à une séance publique, sans en avoir prévenu le président du Sénat, ni s'abstenir d'assister à une séance de commission dont il est membre, sans avoir prévenu le président de cette commission.

Justification.

Simple modification de rédaction.

TEXTE ACTUEL

TEXTE PROPOSÉ

CHAPITRE VI.

MESURES D'ORDRE.

Rappel à l'ordre.

Rappel à l'ordre.

ART. 36. — Si un membre trouble l'ordre, il y est rappelé nominativement par le président; en cas de réclamation, le président consulte l'assemblée. Si celle-ci maintient le rappel à l'ordre, il en est fait mention au procès-verbal.

ART. 36. — Le président rappelle *nominativement* à l'ordre le membre qui trouble celui-ci. Aucune réclamation contre cette décision n'est permise.

Le membre intéressé et un membre désigné par lui peuvent prendre chacun la parole pendant cinq minutes. Le Sénat se prononce par assis et levé. (*Modif. le 6 juillet 1939.*)

En cas de récidive, le président rappelle *de nouveau* l'intéressé à l'ordre.

Censure. — Exclusion.

Exclusion.

ART. 37. — La censure avec inscription au procès-verbal ou l'exclusion temporaire du palais de l'assemblée peut, sur la proposition du président, être prononcée par le Sénat contre le membre qui trouble l'ordre.

S'il persiste, le président prononce son exclusion temporaire du palais de l'assemblée.

Seuls le membre contre qui l'une ou l'autre des mesures visées au présent article est proposée et un membre désigné par lui peuvent s'expliquer pendant cinq minutes au plus. (*Modif. le 6 juillet 1939.*)

ART. 37. — A supprimer.

Justification.

Nous proposons de fusionner les articles 36 et 37, modifiés, les trois alinéas du nouvel article 36 se rapportant au même objet.

La modification proposée a pour but de donner au président les droits qui découlent de l'article 12, déterminant les fonctions du président, notamment : « *maintenir l'ordre et faire observer le règlement.* »

Ce droit ne peut être discuté d'aucune manière. Sinon, c'est la confusion et le désordre.

TEXTE ACTUEL

ART. 38. — L'exclusion entraîne l'interdiction de prendre part aux travaux du Sénat et de reparaître dans le palais de l'assemblée. (*Adopté le 17 juin 1924.*)

ART. 39. — Elle porte sur le restant de la séance au cours de laquelle elle est prononcée. (*Adopté le 17 juin 1924.*)

ART. 40. — Si le sénateur exclu n'obtempère pas à l'injonction qui lui est faite par le président de sortir du Sénat, la séance est suspendue ou levée.

Dans ce cas, et de plein droit, le membre encourt l'exclusion durant les huit séances suivantes. (*Adopté le 17 juin 1924.*)

TEXTE PROPOSÉ

ART. 38. — L'exclusion entraîne l'interdiction de prendre part aux travaux du Sénat et de reparaître dans le palais de l'assemblée.

Elle porte sur le restant de la séance au cours de laquelle elle est prononcée.

ART. 40. — Si le sénateur exclu n'obtempère pas à l'injonction qui lui est faite de sortir du Sénat, le président donne à la garde de service les ordres nécessaires pour faire exécuter sa décision.

La séance est suspendue ou levée.

Dans ce cas, et de plein droit, le membre encourt l'exclusion durant huit séances suivantes.

Justification.

Les articles 38 et 39 sont fusionnés.

L'article 40, modifié comme ci-dessus, prescrit que le président donne à la garde de service les ordres nécessaires pour faire exécuter la décision.

TEXTE ACTUEL

ART. 41. — Le membre qui a encouru l'exclusion temporaire peut en faire cesser les effets à partir du lendemain du jour où la mesure a été prise, en déclarant par écrit « qu'il regrette d'avoir méconnu la décision du Sénat ». Lecture de cette déclaration est faite à l'assemblée par le président. (*Adopté le 17 juin 1924.*)

TEXTE PROPOSÉ

ART. 41. — Le membre qui a encouru l'exclusion temporaire peut en faire cesser les effets à partir du lendemain du jour où la mesure a été prise, en déclarant par écrit « qu'il regrette d'avoir méconnu la décision du président ». Lecture de cette déclaration est faite à l'assemblée par le président.

TEXTE ACTUEL

ART. 42. — La disposition de l'article précédent n'est pas applicable au membre qui, dans le cours de la même session, a encouru pour la troisième fois l'exclusion temporaire; la durée de celle-ci s'étend dans ce cas à quinze séances. (*Adopté le 17 juin 1924.*)

TEXTE PROPOSÉ

ART. 42. — Cette disposition n'est pas applicable au membre qui, dans le cours de la même session, a encouru pour la *deuxième fois* l'exclusion temporaire; la durée de celle-ci s'étend dans ce cas à quinze séances.

Justification.

Nous proposons d'ajouter la disposition de l'article 42 à l'article 41, pour ne former qu'un seul article. Nous estimons, d'autre part, que la sanction prévue doit être appliquée au membre qui a encouru pour la *deuxième fois* l'exclusion temporaire.

TEXTE ACTUEL

CHAPITRE VII.

DES PROJETS DE LOI ET PROPOSITIONS.

Projets de loi.

ART. 46. — Les projets de loi adressés au Sénat par le Roi ou par la Chambre des représentants, ainsi que les exposés des motifs, sont imprimés en français et en néerlandais, distribués et envoyés à l'examen d'une commission ou de plusieurs commissions réunies, sauf le cas où le Sénat décrète l'urgence et la discussion immédiate.

Lorsque le Sénat n'est pas réuni, le président désigne les commissions auxquelles les projets et les propositions de loi sont envoyés. Les présidents de ces commissions en sont informés par le greffier, à qui ils font connaître les jour et heure auxquels les commissions doivent être convoquées. (*Modif. le 17 juin 1924.*)

TEXTE PROPOSÉ

Projets de loi.

ART. 46. — Les projets de loi adressés au Sénat par le Roi ou par la Chambre des représentants, ainsi que les exposés des motifs, sont imprimés en français et en néerlandais, distribués et envoyés à l'examen d'une ou de plusieurs commissions réunies, sauf le cas où le président décrète l'urgence et la discussion immédiate.

Lorsque le Sénat n'est pas réuni, le président désigne les commissions auxquelles les projets et les propositions de loi sont envoyés. Les présidents de ces commissions en sont informés par le greffier, à qui ils font connaître les jour et heure auxquels les commissions doivent être convoquées.

Justification.

C'est au président qu'il appartient de décréter l'urgence et la discussion immédiate.

TEXTE ACTUEL

TEXTE PROPOSÉ

Amendements.

Amendements.

ART. 52. — Tout sénateur peut présenter et développer des amendements, sous-amendements ou articles additionnels.

Il doit les rédiger par écrit, les signer et les déposer sur le Bureau.

Les amendements, sous-amendements ou articles additionnels ne peuvent être mis en discussion qu'après avoir été appuyés par DEUX membres. S'ils ont été déposés après la clôture de la discussion générale, ils doivent être appuyés par CINQ membres. (*Modif. le 17 juin 1924.*)

S'ils sont déposés avant le jour de leur mise en discussion, ils sont traduits et distribués en double texte.

S'ils sont produits au cours de la discussion, ils peuvent être soumis au vote en texte unique.

En cas d'adoption, les articles ainsi amendés sont traduits par les soins du Bureau avant le second vote. (*Adopté le 28 décembre 1898.*)

ART. 52. — Tout sénateur peut présenter et développer des amendements, sous-amendements ou articles additionnels.

Il les rédige par écrit, les signe et les remet au Bureau *avant* le dépôt du rapport de la commission. Les amendements, sous-amendements et articles additionnels sont imprimés en texte bilingue et distribués.

Si ceux-ci sont déposés après le dépôt du rapport, ils ne sont mis en discussion qu'après avoir été soumis à l'examen de la commission.

Justification.

Il arrive fréquemment que des amendements rédigés hâtivement sont présentés au moment même de la discussion et que les sénateurs doivent se prononcer sans avoir les textes sous les yeux.

Cette méthode de travail a eu souvent une influence fâcheuse sur la confection des lois.

La discussion sera écourtée, les textes seront clarifiés si la commission a eu l'occasion de se prononcer sur la valeur de ces amendements.

Il résulte de ce texte nouveau que tous les amendements émanant de sénateurs doivent subir, préalablement, l'examen de la commission. Cette règle ne s'applique pas aux amendements présentés par le Gouvernement; ceux-ci peuvent être présentés et mis en discussion après le dépôt du rapport, mais le Sénat peut décider expressément leur renvoi à l'examen de la commission, en vertu de l'article 53; celui-ci s'applique à tous les amendements, qu'ils émanent de l'initiative parlementaire, ou qu'ils soient dus à l'initiative gouvernementale.

TEXTE ACTUEL**Discussion et vote des budgets.**

ART. 57. — Sauf décision contraire de l'assemblée :

1^o A partir du mois de novembre, la priorité est assurée à la discussion et au vote des budgets;

2^o La discussion d'un budget ou d'un groupe de budgets déposés au Sénat — y compris celle des articles — dure au maximum trois jours;

3^o La durée de la discussion d'un budget ou d'un groupe de budgets transmis par la Chambre des représentants est limitée à deux jours;

4^o Dans la discussion des articles, les orateurs peuvent parler au maximum pendant dix minutes.

Tout membre inscrit comme orateur dans la discussion générale d'un budget, absent au moment où le président lui accorde la parole, est définitivement rayé de la liste des orateurs.

Pour le surplus, les dispositions des articles 22, 27 et 51 sont applicables à la discussion des budgets. (*Adopté le 6 juillet 1939.*)

TEXTE PROPOSÉ**Discussion et vote des budgets.**

ART. 57. — A l'alinéa 2, remplacer le mot « jours » par « séances ».

A l'alinéa 3, remplacer le mot « jours » par les mots « séances au maximum ».

Rédiger le 4^o et l'alinéa suivant comme suit :

4^o Dans la discussion des articles, le temps de parole des orateurs est limité à dix minutes.

Tout membre inscrit dans la discussion générale d'un budget, qui se trouve absent au moment où le président lui accorde la parole, est définitivement rayé de la liste des orateurs.

Justification.

Nous proposons de remplacer le mot « jours » par le mot « séances » afin de bien indiquer qu'il n'y aura plus qu'une séance par jour, celle de l'après-midi. Les séances du matin, consacrées à la discussion des budgets, ne constituent qu'une parodie du régime parlementaire. Quelques membres à peine sont présents au début de la séance et au cours de celle-ci ils ne dépassent guère la vingtaine. L'orateur parle devant des fauteuils vides. Comme il est d'usage qu'il n'y ait pas de vote au cours des séances du matin, les sénateurs qui n'ont pas suivi les débats ignorent l'importance des votes qu'ils ont à émettre.

Il importe au prestige du Sénat, que les séances du matin soient abandonnées.

En évitant les redites et les questions d'ordre secondaire et en *observant une discipline rigoureuse dans des débats*, le Sénat est à même de terminer, au bout de trois séances de trois heures, la discussion d'un budget, si important soit-il.

Le Parlement n'est pas seul responsable du retard que subit, chaque année, le vote des budgets. Le Gouvernement porte une part de cette responsabilité.

Il est rare que la distribution des projets de budget, qui incombe au Département des Finances, soit effectuée dans le délai prescrit par la loi sur la comptabilité de l'Etat (1). Si ce délai était observé, les commissions compétentes pourraient en être saisies, dès le début d'octobre — comme le prescrit l'art. 63 du règlement — et travailler de telle manière que les rapports puissent être distribués dans la première quinzaine de novembre. Dès lors les budgets figureraient à l'ordre du jour du Sénat dès la rentrée des Chambres législatives.

(1) En vertu de l'art. 10 de la loi du 9 avril 1935, modifiant la loi sur la comptabilité de l'Etat, « le projet de budget est imprimé et distribué aux membres des Chambres législatives, par les soins du Département des Finances, au plus tard le 30 septembre de l'année qui précède l'ouverture de l'exercice ».

TEXTE ACTUEL

CHAPITRE VIII.

DES COMMISSIONS.

Nomination.

ART. 59. — Lors de tout renouvellement du Sénat et après la formation du Bureau, il est procédé à la nomination des commissions permanentes dont les attributions, en rapport avec les services des départements ministériels, sont déterminées par le Bureau; ainsi que d'une commission des pétitions et d'une commission des naturalisations.

Chaque commission comprend *vingt-deux* membres, qui sont désignés par le Sénat d'après les règles fixées par l'article 2 pour la nomination des membres de la Commission chargée de la vérification des pouvoirs.

Une commission spéciale, composée comme il est dit à l'article 61, est chargée éventuellement de l'examen du projet de loi contenant le budget général de l'Etat.

TEXTE PROPOSÉ

Nomination.

ART. 59. — Lors de tout renouvellement du Sénat et après la formation du Bureau, le Sénat se divise en *douze* commissions permanentes dont les attributions sont en rapport avec les Services des départements ministériels.

Chaque commission se compose d'un nombre égal de membres qui sont désignés par le Sénat d'après les règles fixées par l'article 2 pour la nomination de sa commission chargée de la vérification des pouvoirs. S'il y a un excédent, il est attribué dans l'ordre suivant : Justice, Intérieur, Instruction publique, Finances, Affaires étrangères, Travaux publics, Défense nationale, Agriculture, Communications, (chemins de fer, postes, télégraphes, téléphones, marine, autobus, voies navigables, radiodiffusion, aviation), Affaires économiques, Travail et Prévoyance sociale, Colonies.

Une commission spéciale, composée comme il est dit à l'art. 61, est chargée de l'examen du projet de loi contenant le budget général de l'Etat.

TEXTE ACTUEL

Toutes ces commissions restent en fonction jusqu'au plus prochain renouvellement ordinaire ou extraordinaire du Sénat.

En cas de vacances, il y est pourvu d'office par la désignation des sénateurs qui remplacent les titulaires anciens. (*Modif. le 17 juin 1924, le 27 décembre 1932, le 26 juillet 1934 et le 6 juillet 1939*).

TEXTE PROPOSÉ

Toutes ces commissions restent en fonctions jusqu'au plus prochain renouvellement ordinaire ou extraordinaire du Sénat.

En cas de vacance, il y est pourvu d'office par la désignation du sénateur qui remplace le titulaire ancien.

Justification.

La modification proposée tend à réinstaurer le système de nomination des commissions permanentes, en vigueur depuis 1831 jusqu'en 1924.

C'est le 17 juin 1924 que le Sénat a introduit dans son règlement la disposition actuelle qui nomme les membres des commissions permanentes d'après le système de la représentation proportionnelle et porte le nombre des membres à 21, chiffre qui a été augmenté d'une unité en 1932, de telle sorte que les commissions comprennent actuellement 22 membres. Il en résulte que la plupart des membres du Sénat font partie de *deux commissions* et que quelques-uns siègent dans trois commissions.

En portant à 22 le nombre des membres de chaque commission, on a voulu permettre aux sénateurs de faire partie de deux et même de trois commissions, et de « parer à l'inconvénient de limiter trop rigoureusement l'activité de certains collègues obligés de se cantonner dans une commission dont la mission peut être restreinte ». (Rapport de M. Ligy — *Doc. Sénat*, n° 161, p. 31, du 27 mai 1924.)

En pratique, cette innovation n'a guère amélioré le travail parlementaire.

Si l'on consulte les procès-verbaux des réunions de commissions, on constate que la plupart de ces réunions ne sont suivies que par moins de la moitié de leurs membres.

Par contre, les sénateurs assidus aux réunions de leurs commissions, se plaignent chaque fois que les deux ou trois commissions dont ils font partie, sont convoquées simultanément. A cette situation, il n'y a pas de remède, puisque chaque président convoque sa commission suivant l'importance et l'urgence des projets et propositions dont elle est saisie.

Les réunions simultanées seront encore plus fréquentes — sinon la règle — si, comme nous le proposons, le Sénat adopte les modifications à l'article 17, prescrivant que le *mercredi* est réservé aux réunions des commissions.

Nous proposons donc que chaque sénateur ne fasse partie que d'une seule commission; les membres peuvent néanmoins assister aux réunions des commissions dont ils ne font pas partie et y être entendus, mais sans voix délibérative (art. 62).

Nous avons la conviction que le retour à la procédure d'avant 1924 est préférable au système actuel.

TEXTE ACTUEL

Rapports.

ART. 60. — Les rapports des commissions contiennent, outre l'analyse des délibérations, des conclusions motivées.

Les rapports sont déposés sur le Bureau, au cours de la séance, imprimés et distribués dans la langue où ils ont été rédigés, de façon à parvenir aux membres du Sénat, au plus tard l'avant-veille de la discussion générale. Ils sont traduits dans l'autre langue, imprimés et distribués dans le plus bref délai.

En cas d'urgence, le Sénat peut en ordonner la lecture en séance publique, au moment du dépôt.

Les rapports rédigés dans l'intervalle des réunions du Sénat sont transmis au greffier pour impression, distribution et traduction; dans ce cas, leur distribution tient lieu de dépôt en séance publique.

Les autres documents présentés en un seul texte ne sont traduits que sur l'ordre exprès du Sénat. (*Modif. le 17 juin 1924.*)

TEXTE PROPOSÉ

Rapports.

(Comme ci-contre).

Commentaire.

L'article 60, au sujet duquel aucune modification n'est proposée, appelle cependant quelques commentaires et observations.

Il s'agit de l'alinéa premier stipulant que les rapports des commissions contiennent, *outre l'analyse des délibérations*, des conclusions motivées.

Or, dans de nombreux cas — notamment lors de l'examen des budgets —, les rapports sont l'œuvre personnelle des rapporteurs; ils contiennent souvent, outre l'exposé détaillé de leur point de vue, des annexes, des tableaux, des statistiques et autres documentations destinés à appuyer leur thèse.

L'abondance des matières traitées est inconciliable avec le prescrit de l'alinéa premier. Le rapport prend des proportions d'un volume dont les chapitres sortent souvent du cadre du sujet à examiner.

Il en résulte un retard d'autant plus considérable pour la traduction, l'impression et la distribution, que pour des travaux de cette importance, les rapporteurs désirent revoir les épreuves, leur font subir généralement de nombreux remaniements et exigent très souvent l'impression de nouvelles épreuves avant la délivrance du « Bon à tirer » du texte définitif.

A notre avis, les considérations du rapporteur ne doivent pas s'inscrire dans le rapport, mais être exposées à la tribune par son auteur.

L'article 60 est précis : Le rapport doit se borner à donner *l'analyse des délibérations et les conclusions motivées.*

Le président du Sénat et les présidents des commissions devraient rappeler ces prescriptions à leurs collègues chargés de la rédaction des rapports.

TEXTE ACTUEL

Fonctionnement des Commissions.

ART. 61. — 1. Les commissions se réunissent sur convocation de leur président ou à l'initiative du président du Sénat.

2. Chaque commission nomme, pour la durée de la session, un président, un vice-président et un secrétaire.

3. Elle choisit son rapporteur pour chaque projet de loi ou proposition.

4. Lorsque la Chambre des représentants est saisie d'un projet de loi ou d'une proposition, la commission qui, éventuellement, sera chargée de l'examiner, peut désigner son rapporteur avant le vote de la Chambre.

5. Chaque commission délègue DEUX de ses membres pour faire partie de la commission du budget général de l'Etat et de la commission spéciale du budget des recettes et des dépenses extraordinaires.

6. Le président du Sénat préside de droit la commission à laquelle il appartient, la commission du budget général de l'Etat et la commission du budget des recettes et dépenses extraordinaires.

7. Les commissions réunies sont présidées par le président le plus âgé.

8. La commission du budget général de l'Etat nomme à la majorité absolue un ou plusieurs de ses membres pour faire rapport sur l'ensemble et sur les diverses parties de ce budget. (*Modif. le 17 juin 1924, le 27 décembre 1932 et le 6 juillet 1939.*)

TEXTE PROPOSÉ

Fonctionnement des Commissions.

ART. 61. — Ajouter au cinquième alinéa les mots :

« ... et un de ses membres pour former les commissions permanentes des pétitions et des naturalisations. »

Justification.

Cette ajoute est la conséquence des modifications proposées à l'article 59 sur la nomination des commissions. C'est le retour au mode de répartition des commissions existant avant le 7 juin 1924. La commission des pétitions et la commission des naturalisations se composeront dorénavant de 12 membres au lieu de 22.

TEXTE ACTUEL

ART. 62. — A moins de décision contraire de la commission, les membres du Sénat peuvent assister aux réunions des commissions dont ils ne font pas partie et y être entendus, mais sans avoir voix délibérative. (*Modif. le 17 juin 1924.*)

Examen des budgets.

ART. 63. — Dès le début d'octobre, les commissions désignent les rapporteurs des budgets dont elles sont saisies.

A partir de ce moment, et nonobstant la clôture de la session, elles en poursuivent l'examen, d'accord avec les rapporteurs, de façon à assurer le dépôt du rapport sur le bureau du Sénat ou au Greffe, dans un délai maximum de six semaines.

Si le rapport n'est pas déposé dans le délai ci-dessus, le président en fait part à l'assemblée; celle-ci prendra telle décision qu'elle jugera opportune pour assurer la discussion normale des budgets.

Les budgets présentés à la Chambre des Représentants sont examinés par les commissions sans attendre leur vote par cette assemblée, sauf à faire l'objet d'une étude complémentaire après la date de leur transmission au Sénat. L'examen de ces budgets, la rédaction et la discussion des rapports doivent avoir lieu de manière que ceux-ci soient déposés sur le bureau du Sénat au plus tard trois semaines après cette date.

TEXTE PROPOSÉ

ART. 62. — Dire : « *Sauf* décision contraire...

(La suite comme à l'article.)

Examens des budgets.

ART. 63. — Dès le début d'octobre, les commissions désignent les rapporteurs des budgets dont elles sont saisies.

A partir de ce moment, et nonobstant la clôture de la session, elles en poursuivent l'examen, de façon à assurer le dépôt du rapport sur le bureau du Sénat ou au Greffe, dans un délai maximum de quatre semaines.

Les budgets présentés à la Chambre des Représentants sont examinés par les commissions sans attendre leur vote par cette assemblée, sauf à faire l'objet d'une étude complémentaire après la date de leur transmission au Sénat. L'examen de ces budgets, la rédaction et la discussion des rapports doivent avoir lieu de manière que ceux-ci soient déposés sur le bureau du Sénat au plus tard quinze jours après cette date.

TEXTE ACTUEL

L'alinéa précédent est applicable aux budgets renvoyés au Sénat après avoir été amendés par la Chambre des Représentants. (*Mod. le 6 juillet 1939.*)

TEXTE PROPOSÉ

L'alinéa précédent est applicable aux budgets renvoyés au Sénat après avoir été amendés par la Chambre des Représentants.

Si les rapports ne sont pas déposés dans les délais ci-dessus, le président en fait part à l'assemblée; celle-ci prend telle décision qu'elle juge opportune pour assurer la discussion normale des budgets.

Justification.

Les modifications proposées ont pour but de hâter la discussion des budgets, sans énerver le travail des commissions ni des rapporteurs. En fixant un délai de quatre semaines ou de quinze jours — suivant le cas — pour le dépôt des rapports, nul ne pourra prétendre que ce laps de temps est insuffisant pour permettre à la commission de déposer des conclusions sur un budget dont elle est régulièrement saisie chaque année.

En reportant l'alinéa 3 à la fin de l'article, nous avons voulu indiquer que la disposition de cet alinéa s'applique à tous les délais mentionnés dans l'article.

TEXTE ACTUEL

Pétitions.

Art. 64. — 1. La commission des pétitions fait rapport sur les pétitions pour lesquelles elle le juge utile ou pour lesquelles un membre le lui a demandé par écrit ou en séance publique.

2. Un feuillet, indiquant l'analyse de chacune de ces pétitions et les conclusions des rapports de la commission, est imprimé, distribué et mis à la suite de l'ordre du jour de la plus prochaine réunion.

3. Toutefois, lorsque la commission décide qu'il y a urgence, ou à la demande expresse d'un membre, le Sénat fixe le jour de la discussion.

4. La commission statue sur les pétitions qui ne font pas l'objet d'un rapport. Les décisions sont publiées dans un feuillet spécial. (*Modif. le 17 juin 1924.*)

TEXTE PROPOSÉ

Pétitions.

Maintien de l'alinéa 1.

A l'alinéa 2, supprimer les mots « de la plus prochaine réunion ».

A l'alinéa 3, au lieu de « Le Sénat », dire : « Le président ».

Le reste comme à l'article.

Justification.

Nous proposons de supprimer, à la fin du deuxième alinéa, les mots : « de la plus prochaine réunion ». qui sont superflus.

C'est le président et non le Sénat qui doit fixer le jour de la discussion, parce que c'est au président qu'appartient le droit de fixer l'ordre du jour (art. 12).

TEXTE ACTUEL**Commission du travail parlementaire.**

ART. 65. — 1. Après chaque renouvellement du Sénat, il est formé une commission ayant pour mission d'examiner l'état des travaux de l'assemblée et d'établir un programme de travail indiquant, en outre, les modalités de son application et les conditions de son exécution.

2. Cette commission est composée du président, des vice-présidents et de six délégués représentant la composition politique de l'assemblée.

3. Le Gouvernement, spécialement avisé par le président du Sénat du jour et de l'heure de la réunion de la commission, peut y assister et donner son avis.

4. Les propositions de la commission sont soumises à l'approbation du Sénat.

5. Si ces propositions donnent lieu à un débat, six membres au plus peuvent prendre la parole pendant dix minutes au maximum.

6. Les limitations prévues à l'alinéa précédent ne sont pas applicables si la demande en est faite par le cinquième des membres du Sénat.

7. Le programme de travail réglé par le Sénat est affiché et distribué.

8. Il ne peut être ultérieurement modifié que par un vote émis sur l'initiative, soit du président du Sénat, soit de la commission du travail parlementaire, soit du Gouvernement, ou par un vote émis sur une motion formulée par écrit et appuyée par un cinquième des membres du Sénat.

TEXTE PROPOSÉ**Commission du travail parlementaire.**

ART. 65. — Nous proposons de remplacer, à l'alinéa 2, les mots : « délégués représentant la composition politique de l'assemblée », par les mots : « membres désignés par le Bureau. »

Supprimer les alinéas 5, 6 et 8.

TEXTE ACTUEL

Dans ce cas, les limitations du nombre des discours et du temps de parole prévues à l'alinéa 5 du présent article sont applicables. (*Adopté le 6 juillet 1939.*)

TEXTE PROPOSÉ*Justification.*

Le règlement doit ignorer la composition des groupes ou partis. Le Bureau doit tenir compte, pour le choix des six membres qui sont appelés à siéger à la « commission du travail parlementaire », des points de vue exposés par les différents chefs de groupe qui ont été consultés préalablement. C'est le but de la modification proposée à l'alinéa 2.

Nous proposons, en outre, de supprimer les alinéas 5, 6 et 8. Il y a lieu de s'en tenir aux règles prescrites pour la discussion générale des propositions (art. 22) et pour la clôture des discussions (art. 27).

TEXTE ACTUEL**Commissions spéciales.**

ART. 66. — Le Sénat peut, chaque fois qu'il le juge utile, nommer des commissions spéciales. Il fixe le nombre des sénateurs qui doivent en faire partie et les désigne d'après les règles fixées par l'article 2 pour la nomination des membres de la commission permanente chargée de la vérification des pouvoirs. (*Modif. le 17 juin 1924.*)

TEXTE PROPOSÉ**Commissions spéciales.**

ART. 66. — Le Sénat peut, chaque fois qu'il le juge utile, nommer des commissions spéciales. Il fixe le nombre des sénateurs qui doivent en faire partie et les désigne d'après les règles fixées par l'article 59 pour la nomination des membres des commissions permanentes.

Justification.

La modification proposée a pour but d'en revenir à la règle de la pluralité des suffrages déjà proposée pour la désignation des membres des commissions permanentes.

TEXTE ACTUEL**CHAPITRE XI.****DE LA QUESTURE
ET DE LA COMPTABILITÉ.****Rapports de la questure avec la Chambre.**

ART. 72. — Les questeurs se concertent avec leurs collègues de la Chambre des Représentants, pour les mesures qui concernent l'entretien du

TEXTE PROPOSÉ**Fonctions des Questeurs.**

ART. 72. — Les questeurs sont chargés de toutes les mesures relatives au matériel, au cérémonial et aux dépenses du Sénat.

TEXTE ACTUEL

palais et pour toutes celles qui intéressent en commun les deux Chambres. (*Modif. le 2 août 1907 et le 25 novembre 1930.*)

TEXTE PROPOSÉ

Tous les fonctionnaires et employés sont placés sous leur haute direction.

Rapports de la questure avec la Chambre.

Ils se concertent avec leurs collègues de la Chambre des Représentants pour les mesures concernant l'entretien du palais et pour toutes celles qui intéressent en commun les deux Chambres

Justification.

Nous avons réintroduit l'alinéa premier, supprimé en 1930 (ancien art. 69). Cette disposition est importante, car elle détermine les attributions essentielles des questeurs. Il nous paraît donc indispensable de la rétablir.

TEXTE ACTUEL**CHAPITRE XII.****DU GREFFIER.**

ART. 77. — Il ne peut, à moins d'y être autorisé par le Bureau, donner communication d'aucune pièce appartenant aux archives, à d'autres qu'à des membres du Sénat.

TEXTE PROPOSÉ

ART. 77. — Il règle l'ordre du service, il surveille les travaux des bureaux et exerce son autorité sur tous les fonctionnaires et employés.

ART. 77bis. — Il ne peut, à moins d'y être autorisé par le Bureau, donner communication d'aucune pièce appartenant aux archives à d'autres qu'à des membres du Sénat.

Justification.

En ce qui concerne l'article 77 (nouveau), nous avons réintroduit une partie de l'ancien article 76 du règlement, qui avait été supprimée en 1924. Nous croyons que c'est par erreur que cette disposition a disparu, car elle a son importance pour assurer la marche régulière de tous les services.

Investi de la confiance du Sénat et responsable devant lui de la bonne ordonnance des différents services, le Greffier doit tenir en mains et surveiller tous les rouages qui contribuent au fonctionnement régulier du travail législatif.

TEXTE ACTUEL

ART. 87. — Les fonctionnaires, employés et agents des services du Sénat, sont, au point de vue de la discipline, placés sous l'autorité du greffier. (*Modif. le 17 juin 1924.*)

TEXTE PROPOSÉ

A supprimer, par suite des modifications à l'article 77.

(1)

(N^r 9.)

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1944-1945.

VERGADERING VAN 7 DECEMBER 1944.

HERZIENING VAN HET REGLEMENT.

Voorstel ingediend door den h. Baron Moyersoën.

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

Wij hebben de eer U verschillende wijzigingen aan het Reglement van den Senaat voor te stellen.

Zij hebben in hoofdzaak voor doel de macht van den voorzitter uit te breiden en zijn gezag te versterken.

In bijkomende orde betreffen zij de indiening der amendementen, de interpellaties, de ordemaatregelen, de bespreking van en de stemming over de begrotingen, de wijze van benoeming der vaste commissiën en het onderzoek der begrotingen in commissie.

Wij stellen ook lichte wijzigingen voor aan andere artikelen ten einde ze in overeenstemming te brengen met die waarvoor wij een grondiger herziening in het vooruitzicht stellen.

Bij het indienen van dit voorstel, hopen wij dat het Bureau van den Senaat zoo spoedig mogelijk de Commissie zal gelieven samen te stellen, voorzien bij artikel 100 van het Reglement, die ermede belast zal zijn het te onderzoeken en er aan den Senaat verslag over uit te brengen.

Bon R. MOYERSEN.

HUIDIGE TEKST

ART. 9. — 1. Al deze benoemingen geschieden bij volstrekte meerderheid van stemmen.

2. Zoo echter, na de eerste stemming, geen lid de volstrekte meerderheid verwerft, dan heeft herstemming plaats tusschen de twee leden die de meeste stemmen hebben verworven.

3. Bij elke staking van stemmen, worden steeds de oudsten benoemd.

4. Dezelfde regelen gelden voor elke verkiezing en elke voordracht van kandidaten waarmede de Senaat mocht worden belast. (*Gewijz. 17 Juni 1924 en 6 Juli 1939.*)

VOORGESTELDE TEKST

ART. 9. — Eerste alinea. — Al deze benoemingen geschieden bij volstrekte meerderheid van de *aanwezige leden*.

(Alinea's 2, 3 en 4 zooals hiernaast.)

De volgende bepaling toevoegen :
De voorzitter kan evenwel slechts voor verkozen verklaard worden, indien hij de volstrekte meerderheid van stemmen der aanwezige leden verkrijgt. Indien bij de tweede stemming geen van beide kandidaten deze meerderheid verkrijgt, dan wordt de vergadering geheven en de benoeming der leden van het Bureau tot de volgende vergadering verdaagd.

Toelichting.

De huidige tekst van de eerste alinea zegt dat de benoeming der leden van het Bureau geschiedt bij volstrekte meerderheid *van stemmen*, dwz. van de *geldig uitgedrukte* stemmen, de blanco en ongeldige bulletijns afgetrokken zijnde van het aantal stemmenden. Van deze praktijk moet afgezien worden, omdat zij in het verleden tot uitslagen heeft geleid die de waardigheid van den Senaat en het gezag van den voorzitter aantastten.

Verwijzen wij nl. naar het incident voorgekomen op 14 November 1933 bij de benoeming van den voorzitter : 141 leden hadden aan de stemming deelgenomen; er waren 69 witte of nietige briefjes en 72 geldige, zegge een tot 37 herleide volstrekte meerderheid. De verkozen verklaarde candidaat verkreeg slechts 69 stemmen, zegge *minder dan de helft* van het aantal leden die aan de verkiezing hadden deelgenomen. Verschillende senatoren kwamen in verzet tegen de proclamatie van dezen uitslag, die gehandhaafd werd omdat hij strookte met den geest en de letter van het Reglement.

Een voorzitter, in dergelijke voorwaarden verkozen, heeft niet het noodige gezag om de moeilijke en kiesche taak, welke deze hooge functie hem oplegt, tot een goed einde te brengen; inderdaad, buiten zijn persoonlijke waarde, zijn het vertrouwen en de eerbied van de meerderheid zijner collega's hem onmisbaar om met onbetwistbaar gezag de leiding onzer besprekingen uit te oefenen.

Het is om deze overwegende bezwaren te voorkomen dat wij voorstellen het eerste lid van artikel 9 te wijzigen.

Voor hetgeen het Bureau betreft, is het gebruikelijk dat alle groepen er vertegenwoordigd zijn in verhouding tot hun getalsterkte. Het Bureau van den Senaat is dus de weergave van de zeer groote meerderheid zijner leden; oogen-schijnlijk moeten de kandidaten, door hun onderscheiden groepen voorgedragen, de overwegende meerderheid van stemmen verkrijgen.

Het is derhalve niet aangewezen de volstrekte meerderheid der aanwezige leden te vergen voor de verkiezing van de andere leden van het Bureau, noch voor de aan den Senaat toevertrouwde verkiezingen en voordrachten. Indien de herstemming niet de volstrekte meerderheid aan de meest begunstigde

candidaten verleent, dan worden de kandidaten die daarbij het grootste aantal stemmen verkregen hebben, voor verkozen verklaard overeenkomstig de alinea's 2 en 3 van artikel 9.

Doch wij stellen voor een bepaling toe te voegen ten einde de benoeming der leden van het Bureau tot een andere vergadering uit te stellen, indien geen enkele der kandidaten *tot het voorzitterschap* bij de tweede stemming de volstrekte meerderheid der aanwezige leden verkrijgt.

Inmiddels zullen de groepen gelegenheid hebben overleg te plegen om te trachten tot een akkoord te komen over een naam die de groote meerderheid van stemmen zou kunnen verwerven.

HUDIGE TEKST

Taak van den voorzitter.

ART. 12. — De voorzitter handhaaft de orde ter vergadering, doet het reglement naleven, verleent het woord, draagt de zaken voor, kondigt den uitslag der stemmingen af, spreekt de beslissingen van den Senaat uit en voert het woord namens den Senaat, overeenkomstig dezes wensch.

In een debat mag hij enkel het woord nemen om den stand der zaak te bepalen en tot het juiste punt terug te leiden; wil hij zelf aan het debat deelnemen, zoo verlaat hij den voorzitterszetel en neemt dien niet meer in, zoolang de bespreking over de zaak duurt.

HOOFDSTUK IV.

VERGADERINGEN.

Dagorde.

ART. 17. — De voorzitter opent en sluit de vergaderingen. In den loop of bij het einde van elke vergadering, duidt hij, na den Senaat te hebben geraadpleegd, dag en uur aan voor de eerstvolgende vergadering, zoomede de agenda, die alsdan in een lokaal van den Senaat wordt uitgehangen en in de bijeenroepingsbrieven vermeld.

Opening der vergadering.

Behoudens andersluidende beslissing, wordt de vergadering te 14 uur geopend en te 17 uur gesloten.

VOORGESTELDE TEKST

Taak van den voorzitter.

ART. 12. — Na de woorden : « doet het Reglement naleven », de woorden inlasschen : « bepaalt de dagorde van den Senaat, leidt en sluit de besprekingen » (het vervolg zooals in den huidige tekst).

Dagorde.

ART. 17. — De voorzitter opent en sluit de vergaderingen. In den loop of bij het einde van elke vergadering duidt hij dag en uur aan voor de eerstvolgende vergadering, zoomede de agenda; deze wordt in een lokaal van den Senaat uitgehangen en in de bijeenroepingsbrieven vermeld.

Opening der vergadering.

Behoudens andersluidende beslissing van de vergadering :

1^o Wordt de vergadering te 14 uur geopend en te 17 uur gesloten;

HUIDIGE TEKST

VOORGESTELDE TEKST

Naamafroeping.

Blijkt uit naamafroeping, in den loop der vergadering, dat de leden niet meer aanwezig zijn in voldoende getale om te beraadslagen, zoo worden de namen der aanwezige leden en van de afwezige leden die werden verontschuldigd, in de notulen vermeld en in de *Handelingen en Beknopt Verslag* bekendgemaakt. (Gewijz. 17 Juni 1924 en 6 Juli 1939.)

Dagen van vergadering.

2^o De Senaat vergadert *noch 's Maandags, noch 's Woensdags, noch 's Zaterdags.*

Vergaderdagen van de commissies.

3^o De *Woensdag* wordt doorgaans voorbehouden aan de *Commissievergaderingen*. De commissies kunnen zich evenwel aan hun werkzaamheden wijden en ze voortzetten om het even wanneer buiten de openbare vergaderingen, onder voorbehoud van bijzondere gevallen waarover de voorzitter van den Senaat oordeelt.

Naamafroeping.

Zooals hiernaast.

Toelichting.

De voorgestelde wijziging bestaat erin den Woensdag voor de commissievergaderingen voor te behouden.

Tot dus ver, en behoudens spoedeisende gevallen, werden de commissies immer bijeen geroepen op de dagen van openbare vergadering, hetzij 's morgens tusschen 10 en 11 uur, hetzij 's namiddags van 13 uur af. In den voormiddag zijn de commissievergaderingen te kort om doelmatig te zijn. 's Namiddags beletten zij de leden de openbare vergadering bij te wonen, ofwel worden deze vergaderingen onderbroken om de leden toe te laten in openbare vergadering aan stemmingen mede deel te nemen. In dit geval, stelt de commissie haar werk uit tot een volgenden datum en geheel de reeds gedurende deze ingekorte vergadering volbrachte taak moet herbegonnen worden.

De nieuwe tekst voorziet de mogelijkheid de commissies op andere oogenblikken buiten de openbare zittingen bijeen te roepen, namelijk in den voormiddag of een dag der week waarop er geen openbare vergadering is, tenzij bijzondere gevallen waarover de voorzitter van den Senaat oordeelt.

De vergaderingen van den Senaat zouden, in beginsel, plaats hebben 's *Dinsdags*, 's *Donderdags* en 's *Vrijdags* van elke week van 14 tot 17 uur. Het is aan te bevelen niet verder dan 17 uur te gaan om de senatoren uit de provincie toe te laten op een behoorlijk uur van den avond naar huis te keeren.

HUIDIGE TEKST

VOORGESTELDE TEKST

Naamafroeping.

Blijkt uit naamafroeping, in den loop der vergadering, dat de leden niet meer aanwezig zijn in voldoende getale om te beraadslagen, zoo worden de namen der aanwezige leden en van de afwezige leden die werden verontschuldigd, in de notulen vermeld en in de *Handelingen en Beknopt Verslag* bekendgemaakt. (Gewijz. 17 Juni 1924 en 6 Juli 1939.)

Dagen van vergadering.

2^o De Senaat vergadert *noch 's Maandags, noch 's Woensdags, noch 's Zaterdags.*

Vergaderdagen van de commissies.

3^o De *Woensdag* wordt doorgaans voorbehouden aan de *Commissievergaderingen*. De commissies kunnen zich evenwel aan hun werkzaamheden wijden en ze voortzetten om het even wanneer buiten de openbare vergaderingen, onder voorbehoud van bijzondere gevallen waarover de voorzitter van den Senaat oordeelt.

Naamafroeping.

Zooals hiernaast.

Toelichting.

De voorgestelde wijziging bestaat erin den Woensdag voor de commissievergaderingen voor te behouden.

Tot dus ver, en behoudens spoedeisende gevallen, werden de commissies immer bijeen geroepen op de dagen van openbare vergadering, hetzij 's morgens tusschen 10 en 11 uur, hetzij 's namiddags van 13 uur af. In den voormiddag zijn de commissievergaderingen te kort om doelmatig te zijn. 's Namiddags, beletten zij de leden de openbare vergadering bij te wonen, ofwel worden deze vergaderingen onderbroken om de leden toe te laten in openbare vergadering aan stemmingen mede deel te nemen. In dit geval, stelt de commissie haar werk uit tot een volgenden datum en geheel de reeds gedurende deze ingekorte vergadering volbrachte taak moet herbegonnen worden.

De nieuwe tekst voorziet de mogelijkheid de commissies op andere oogenblikken buiten de openbare zittingen bijeen te roepen, namelijk in den voormiddag of een dag der week waarop er geen openbare vergadering is, tenzij bijzondere gevallen waarover de voorzitter van den Senaat oordeelt.

De vergaderingen van den Senaat zouden, in beginsel, plaats hebben 's *Dinsdags*, 's *Donderdags* en 's *Vrijdags* van elke week van 14 tot 17 uur. Het is aan te bevelen niet verder dan 17 uur te gaan om de senatoren uit de provincie toe te laten op een behoorlijk uur van den avond naar huis te keeren.

Evenals de ochtendvergaderingen, die slechts door een gering aantal senatoren gevolgd worden, zijn de namiddagvergaderingen die vier en meer uren duren, doorgaans nadeelig voor ernstig werk. De senatoren hebben voor plicht en moeten in de mogelijkheid zijn de besprekingen en de stemmingen der vergadering bij te wonen. De ondervinding leert dat de aanwezigheid van allen slechts mogelijk is tusschen 14 en 17 uur. Noch de ochtendvergaderingen noch de na 17 uur verlengde vergaderingen leveren op wetgevend gebied doelmatige uitslagen op. Het is aangewezen van deze praktijk af te zien, behoudens uitzonderlijke gevallen waarover de voorzitter alleen oordeelt.

HUIDIGE TEKST

Spreekbeurt.

ART. 22. — 1. Geen senator mag spreken, dan nadat hij zich heeft laten inschrijven of nadat hij het woord heeft gevraagd en, in geen van beide gevallen, vooraleer hij het woord heeft bekomen.

2. De inschrijving mag slechts geschieden nadat het verslag over het te behandelen ontwerp werd ter tafel gelegd.

3. Het woord wordt verleend volgens de beurt van inschrijving of aanvraag.

4. Buiten den indiener van en den verslaggever over een voorstel, die worden gehoord wanneer zij het wenschen, spreekt niemand meer dan tweemaal over dezelfde zaak, behoudens de toestemming van den Senaat. Deze kan, in den loop van de beraadslaging, den spreektijd beperken.

5. Van de orde der inschrijvingen en aanvragen kan ook worden afgeweken om het woord te verleen, *voor*, *over* of *tegen* het voorstel in behandeling.

6. De redenaar spreekt staande, van op het spreekgestoelte, van de plaats die hem in de zaal is aangewezen, of van een der plaatsen aangewezen aan de leden zijner groep.

7. Hij richt zich slechts tot den voorzitter of tot den Senaat. (*Gewijz. 17 Juni 1924 en 25 November 1930.*)

VOORGESTELDE TEKST

Spreekbeurt.

ART. 22. — 1. Geen senator mag spreken, dan nadat hij zich heeft laten inschrijven of nadat hij *van op zijn plaats* het woord heeft gevraagd.

(Tweede en derde alinea's zooals hiernaast.)

4. Buiten den indiener van en den verslaggever over een voorstel, die worden gehoord wanneer zij het wenschen, spreekt niemand meer dan tweemaal over dezelfde zaak, *behoudens bijzondere toelating van den voorzitter. Deze kan den spreektijd van al de sprekers beperken.*

5. Hij kan ook afwijken van de orde der inschrijving en aanvragen en het woord verleen *voor*, *over* of *tegen* het voorstel in behandeling.

6. De redenaar spreekt van op het spreekgestoelte, hij richt zich slechts tot den voorzitter of tot de vergadering.

Toelichting.

Het is om reden van welluidendheid dat de sprekers verplicht zijn op het spreekgestoelte te komen. Dank zij de microfoon, die zich voor den redenaar bevindt, kunnen al zijn collega's hem zonder moeite hooren en de private gesprekken zijner burens hinderen hem niet.

Uit den tekst van de eerste alinea luidende : « geen senator mag spreken, dan nadat hij zich heeft laten inschrijven of nadat hij het woord gevraagd heeft, en in geen van beide gevallen, vooraleer hij het woord heeft bekomen », volgt dat *alle onderbreking*, van waar zij kome en welke haar draagkracht zij, het weze zelfs van de bank der Regeering, *verboden is*.

Welnu, het gebeurt dikwijls dat tijdens sommige redevoeringen talrijke onderbrekingen voorkomen, die vermeld worden in de *Handelingen* en in het *Beknopt Verslag*.

De senator die een spreker onderbreekt, stoort de orde; hij moet door den voorzitter tot de orde teruggeroepen worden en, indien de onderbreker voortgaat, moeten de sancties voorzien in het hoofdstuk « Ordemaatregelen » op hem toegepast worden.

Wij kennen bovendien aan den voorzitter het recht toe den spreektijd van de redenaars te beperken.

HUDIGE TEKST

Spreektucht.

ART. 23. — Geen kwade bedoeling mag aan een lid der vergadering worden toegeschreven, geen persoonlijke aanval tegen een lid gericht, op straffe van terugroeping tot de orde, die alsdan wordt uitgesproken overeenkomstig artikel 36. (*Gewijz. 17 Juni 1924.*)

VOORGESTELDE TEKST

Spreektucht.

ART. 23. — Eenigerlei kwade bedoeling, eenigerlei persoonlijke aanval zijn verboden op straffe van terugroeping tot de orde, die wordt uitgesproken, overeenkomstig artikel 36.

Toelichting.

In den Franschen tekst wordt de vorm « pourra être prononcé » vervangen door den gebiedenden vorm « est prononcé », die geenerlei twijfel over het recht van den voorzitter openlaat.

HUDIGE TEKST

Verwijzing naar de zaak.

ART. 24. — Wijkt een spreker van de zaak af, zoo wordt hij daartoe teruggeroepen door den voorzitter alleen. Mocht een spreker, in éézelfde bespreking en nadat hij tweemaal tot de zaak is teruggeroepen, er nogmaals van afwijken, zoo raadpleegt de voorzitter de vergadering om te weten of tot de afwikkeling van het besproken onderwerp, het woord aan den spreker zal worden onzegd. (*Gewijz. 17 Juni 1924 en 6 Juli 1939.*)

VOORGESTELDE TEKST

Verwijzing naar de zaak.

ART. 24. — Wijkt een spreker van de zaak af, zoo wordt hij daartoe teruggeroepen door den voorzitter alleen. Mocht een spreker, in éézelfde bespreking en nadat hij tweemaal tot de zaak is teruggeroepen, er nogmaals van afwijken, zoo *ontneemt de voorzitter hem het woord tot de afwikkeling van het besproken onderwerp.*

Toelichting.

Wij zijn van oordeel dat de voorzitter voor het bedoelde geval de vergadering niet moet raadplegen.

HUIDIGE TEKST**Voorranghebbende vragen.**

ART. 25. — Het is steeds geoorloofd het woord te vragen :

1^o Om de voorafgaande vraag te stellen tot afwijzing van behandeling;

2^o Om verdaging te vragen;

Verwijzing naar het reglement.

3^o Om naar het reglement te verwijzen;

4^o Om op een persoonlijk feit te antwoorden.

Al die vragen gaan vóór de hoofdzaak, waarvan derhalve de behandeling wordt geschorst; zij worden, bij zitten en opstaan, vóór de hoofdzaak ter stemming gebracht.

Ordemoties.

Elke motie in verband met de werkzaamheden van de vergadering of om terecht te wijzen omtrent een aangevoerd feit, moet vooraf schriftelijk aan den voorzitter worden medegedeeld die oordeelt over haar ontvankelijkheid of gepastheid.

Zoo de voorzitter de motie ontvankelijk verklaart, dan bepaalt hij het oogenblik waarop zij mag worden gedaan. Haar uiteenzetting mag tien minuten niet overschrijden. Het betrokken lid alleen mag het woord nemen.

Mocht de beslissing van den voorzitter geen voldoening geven, en dringt het lid aan, dan raadpleegt de voorzitter den Senaat die beslist zonder debat, bij zitten en opstaan. (*Gewijz. 17 Juni 1924 en 6 Juli 1939.*)

VOORGESTELDE TEKST**Voorranghebbende vragen.**

ART. 25. — I. Na n^r 4^o, te lezen : De vragen hebben den voorrang op de hoofdvraag waarvan zij de bespreking schorsen. De voorzitter beslist over het gevolg dat aan de vragen moet gegeven worden.

II. De laatste alinea te doen wegvallen.

Toelichting.

Vermits het de voorzitter is die de dagorde der vergaderingen van den Senaat bepaalt, en die de politie van de vergadering in zijn macht heeft (art. 12), is hij bevoegd te beslissen over de kwestie waarover artikel 25 handelt.

HUIDIGE TEKST

Volgorde van stemmingen.
 Splitsing van rechtswege.
 Amendementen.

ART. 26. — Op aanvraag, wordt elk twee- of meerledig onderwerp van rechtswege gesplitst.

Amendementen worden ter stemming gebracht vóór het oorspronkelijk voorstel, en sub-amendementen vóór de wijzigingen. (*Gewijz. 16 November 1866.*)

Onder voorstellen van zoodanigen aard, dat het aannemen van de eene het aannemen van de andere uitsluit, hebben dezulke voorrang, die in stemming kunnen worden gelegd, zonder het aannemen der andere uit te sluiten; onder voorstellen, waarbij het aannemen der eene het in stemming leggen der andere uitsluit, wordt voorrang toegekend aan die met de meest uitgebreide strekking.

Wanneer er, als besluit van een debat, onder de ingediende moties een eenvoudige dagorde is, legt de voorzitter bij voorrang de eenvoudige dagorde ter stemming. (*Gewijz. 6 Juli 1939.*)

VOORGESTELDE TEKST

Volgorde van stemmingen.
 Splitsing van rechtswege.
 Amendementen.

ART. 26. — Alinea's 1 en 2 zooals hiernaast.

3. Onder voorstellen waarvan het aannemen van de eene... (het vervolg zooals in den huidigen tekst).

4. Wanneer er, als besluit van een debat, onder de ingediende moties een eenvoudige dagorde is, dan wordt deze bij voorrang ter stemming gelegd.

Toelichting.

Eenvoudige wijzigingen van bewoordingen.

HUIDIGE TEKST

Sluiting der bespreking.

ART. 27. — Vraagt geen spreker het woord meer, zoo verklaart de voorzitter de bespreking voor gesloten.

Vragen *tien* leden de sluiting eener bespreking, of oordeelt de voorzitter dat er aanleiding toe bestaat dit voorstel te doen, zoo raadpleegt hij de vergadering.

Voor of tegen een voorstel tot sluiting mag het woord genomen worden. De spreektijd voor of tegen een

VOORGESTELDE TEKST

Sluiting der bespreking.

ART. 27. — Vraagt geen spreker het woord meer, zoo verklaart de voorzitter de bespreking voor gesloten.

Vragen *tien* leden de sluiting eener bespreking, dan beslist de voorzitter of het al dan niet aangewezen is dezelve voort te zetten.

De voorzitter kan ambtshalve beslissen een bespreking te sluiten.

HUIDIGE TEKST

VOORGESTELDE TEKST

voorstel tot sluiting mag vijf minuteu per redenaar niet overschrijden. Zoo de voorzitter evenwel acht dat de vergadering voldoende is ingelicht, zoo wordt het voorstel tot sluiting ter stemming gelegd.

Tusschen twee proeven eener stemming in, mag het woord niet worden genomen. (*Gewijz. 17 Juni 1924 en 6 Juli 1939.*)

(De laatste alinea te doen wegvallen.)

Toelichting.

I. Wij hebben vroeger lange debatten naar aanleiding van een vraag tot sluiting der bespreking bijgewoond.

Doorgaans wanneer een vraag tot sluiting wordt uitgedrukt, dan is het omdat men beschouwt dat al de beweegredenen « voor en tegen » ontwikkeld werden en dat de vergadering voldoende is ingelicht over het besproken onderwerp. De voorzitter is beter dan wie ook aangewezen om de sluiting op het gepast oogenblik uit te spreken. Hij is bij machte te oordeelen of het debat het punt bereikt heeft waarop verdere behandeling overbodig blijkt. Hij moet dus vrij zijn over de voortzetting ofwel over de sluiting der bespreking te beslissen. Het is in dezen zin dat wij de hoofdzakelijke wijziging van artikel 27 voorstellen.

II. De laatste alinea is beter op haar plaats aan het slot van artikel 30 waarbij het stemmen bij zitten en opstaan geregeld wordt.

HUIDIGE TEKST

VOORGESTELDE TEKST

*Stemming.**Stemming.*

ART. 28. — De stemming over wetten in haar geheel geschiedt hoofdelijk en met luider stemme.

In de overige gevallen wordt gestemd bij zitten en opstaan, tenzij ten minste *tien* leden hoofdelijke stemming vragen.

Acht het bureau het nuttig, dan worden de namen van *tien* dezer leden opgeschreven en vangt de hoofdelijke stemming met hun naam aan.

Antwoordt een dezer leden niet op de afroeping van zijn naam, dan wordt de hoofdelijke stemming niet voortgezet en wordt er gestemd door zitten en opstaan.

ART. 28. — I. Alinea 3. — In plaats van « Acht het bureau het nuttig » zeggen « Acht de voorzitter het nuttig ».

II. Bij het slot der laatste alinea, in plaats van « vóór elke andere mededeeling », zeggen « vóór elke andere bespreking ».

HUIDIGE TEKST

Blijkt uit een hoofdelijke stemming dat de Senaat niet in voldoende getale aanwezig is, dan wordt de stemming hervat bij den aanvang der eerstvolgende vergadering, vóór elke andere mededeeling. (*Gewijz. 17 Juni 1924, 26 Juli 1934 en 6 Juli 1939.*)

Stemming bij zitten en opstaan.

ART. 30. — Wordt er gestemd door zitten en opstaan, dan geschiedt de herhaling van de proef en van de tegenproef van rechtswege op aanvraag van TWEE leden; voorzitter en secretarissen beslissen over den uitslag van proef en tegenproef. Bestaat er twijfel na de herhaling, zoo wordt er hoofdelijk gestemd.

Vragen.

ART. 32. — Verlangt een senator de Regeering een vraag te stellen, zoo dient hij den geschreven en ondertee-kenden tekst ervan bij den voorzitter in; deze tekst mag alleen zulke feiten behelzen als tot verduidelijking onmisbaar zijn.

2. Binnen veertien dagen na het indienen der vraag, zendt de bevoegde minister antwoord aan den voorzitter. Dit antwoord wordt met de vraag opgenomen in het bijblad van het Fransch en het Nederlandsch *Beknopt Verslag* der vergadering van den Dinsdag volgend op het ontvangen van het antwoord.

3. Is, binnen den gestelden termijn, het antwoord bij den voorzitter niet ingekomen, dan wordt de vraag bekendgemaakt, met dien verstande dat zij bij de bekendmaking van het antwoord herhaald wordt.

4. Dergelijk antwoord geeft geen aanleiding tot bespreking.

5. Geen vraag mag door meer dan DRIE leden onderteekend worden.

6. Is het voorwerp eener vraag van louter privaat belang of van zulken

VOORGESTELDE TEKST**Stemming bij zitten en opstaan.**

ART. 30. — Aan dit artikel de slotbepaling van artikel 27 toevoegen, luidende :

« Tusschen twee proeven eener stemming in, mag het woord niet worden genomen. »

Vragen.

Zooals hiernaast, doch met weglating van :

1^o De vijfde alinea, luidende
« Geen vraag mag door meer dan door drie leden ondergeteekend worden ».

2^o In de zesde alinea, de woorden :
« Bureau van den Senaat » vervangen door het woord « de voorzitter ».

HUIDIGE TEKST

aard dat het algemeen belang daardoor kan worden geschaad, dan kan het Bureau van den Senaat beslissen, na het lid te hebben gehoord, dat er geen termen aanwezig zijn tot haar bekendmaking in het *Bulletijn van Vragen en Antwoorden*. Van dit besluit wordt aan den indiener door de zorgen van den griffier kennis gegeven. (Gewijz. 17 Juni 1924, 25 November 1930, 16 December 1936 en 6 Juli 1939.)

VOORGESTELDE TEKST

Toelichting.

De weglating van het 1^o lijkt ons logisch vermits de laatste alinea van artikel 32 voorziet dat de *steller van de vraag* door het Bureau gehoord wordt, indien dit laatste oordeelt dat het niet aangewezen is de vraag in het desbetreffend bulletijn in te lasschen. Er kan dienvolgens maar een enkel onder-teekenaar zijn.

Wij stellen ook voor in de laatste alinea de woorden « Bureau van den Senaat » te doen wegvallen, om te bepalen dat de voorzitter het bedoeld besluit kan nemen, en niet de leden die behooren tot het Bureau, dat daartoe zou moeten bijeengeroepen worden.

HUIDIGE TEKST

Interpellaties.

ART. 33. — 1. Is een senator voornemens de Regeering te interpellereen, zoo geeft hij den voorzitter, bij schriftelijke verklaring, kennis van het doel zijner vraag, samen met een nota met nauwkeurige vermelding van de vraag of de feiten waarover uitleg wordt gevraagd, alsook van de voornaamste overwegingen die de interpellant voornemens is uiteen te zetten.

2. De voorzitter leest die schriftelijke verklaring voor.

3. De interpellatie komt achteraan de dagorde, behoudens andersluidende beslissing van den Senaat.

4. De uiteenzetting van een interpellatie mag een half uur niet overschrijden.

5. Na de uitleggingen van de Regeering, mogen ten hoogste vier spre-

VOORGESTELDE TEKST

Interpellaties.

I. In de derde alinea, in plaats van « behoudens andersluidende beslissing van den Senaat », zeggen : « tenzij de voorzitter er anders over beslist. »

II. De volgende bepaling toevoegen :

« Is het voorwerp eener interpellatie van louter privaat of plaatselijk belang, of van dien aard dat het algemeen belang daardoor kan worden geschaad, dan kan de voorzitter beslissen, na het lid te hebben gehoord, dat het niet aangewezen is er aar den Senaat kennis van te geven. »

HUIDIGE TEKST

VOORGESTELDE TEKST

kers nog het woord voeren, doch gedurende slechts tien minuten. In die vier sprekers, is de interpellant begrepen. Hij heeft recht op voorrang.

6. Op verzoek van één vijfde der leden van den Senaat, kan de interpellatie worden vastgesteld op een nadere vergadering of, in overeenstemming met de Regeering, op de vergadering zelf. In dit geval, is geenerlei beperkingsmaatregel toepasselijk. (*Gewijz. 17 Juni 1934 en 6 Juli 1939.*)

Toelichting.

De indiener eener interpellatie kan zich vergissen over den graad van belang van het onderwerp dat hij wil behandelen, ofwel heeft hij voor bedoeling een vraagpunt af te wikkelen dat tegen het algemeen belang zou kunnen indruischen.

Blijkt uit de bewoordingen van de aanvraag tot interpellatie en uit de eraan toegevoegde verklarende nota dat het onderwerp louter een privaat of plaatselijk belang heeft, of dat het van aard is het algemeen belang te schaden, dan deelt de voorzitter zulks mede aan het betrokken lid, en na dit te hebben gehoord, beslist hij of het al dan niet aangewezen is er aan den Senaat kennis van te geven.

HUIDIGE TEKST

VOORGESTELDE TEKST

HOOFDSTUK V.

VERLOF.

ART. 35. — Geen senator mag nalaten een openbare vergadering of een commissievergadering, waarvan hij lid is, bij te wonen, zonder den voorzitter te hebben verwittigd. (*Gewijz. 17 Juni 1924 en 6 Juli 1939.*)

ART. 35. — Geen senator mag nalaten een openbare vergadering bij te wonen zonder den voorzitter van den Senaat verwittigd te hebben noch nalaten een vergadering van een commissie, waarvan hij lid is, bij te wonen, zonder den voorzitter dezer commissie te hebben verwittigd.

Toelichting.

Eenvoudige wijziging van bewoordingen.

HUIDIGE TEKST

HOOFDSTUK VI.

ORDEMAATREGELEN.

Terugroeping tot de orde.

ART. 36. — Verwekt een lid wanorde, zoo wordt hij bij name door den voorzitter tot de orde teruggeroepen; in geval van verzet, raadgleeft de voorzitter de vergadering. Handhaaft deze de terugroeping tot de orde, zoo wordt hiervan melding gemaakt in de notulen.

Het betrokken lid en een door hem aangewezen lid mogen ieder gedurende vijf minuten het woord nemen. De Senaat doet uitspraak bij zitten en opstaan. (*Gewijz. 6 Juli 1939.*)

Censuur. — Uitsluiting.

ART. 37. — De censuur met inschrijving in de notulen of de tijdelijke niet-toelating tot het paleis der vergadering kan, op voorstel van den voorzitter, door den Senaat worden uitgesproken tegen het lid dat wanorde verwekt.

Enkel het lid tegen wien een of ander der maatregelen bedoeld in dit artikel wordt voorgesteld, en een door hem aangewezen lid, mogen zich gedurende ten hoogste vijf minuten verantwoorden. (*Gewijz. 6 Juli 1939.*)

Toelichting.

Wij stellen voor de artikelen 36 en 37, gewijzigd, samen te smelten, daar de drie alinea's van het nieuw artikel 36 hetzelfde punt behelzen.

De voorgestelde wijziging heeft voor doel aan den voorzitter de rechten te verleen die voortvloeien uit artikel 12, dat de functies van den voorzitter bepaalt, nl. « de orde handhaven en het reglement doen naleven. »

Dit recht kan geenszins betwist worden. Zooniet, is er verwarring en wanorde.

HUIDIGE TEKST

ART. 38. — De uitsluiting brengt mede het verbod deel te nemen aan de werkzaamheden van den Senaat en zich weder te vertoonen in het paleis der vergadering. (*Aangenomen 17 Juni 1924.*)

VOORGESTELDE TEKST

Terugroeping tot de orde.

ART. 36. — Stoort een lid de orde, zoo wordt hij bij name door den voorzitter tot de orde teruggeroepen. Geenerlei klacht tegen dit besluit wordt gedoogd.

In geval van herhaling, roept de voorzitter *andermaal* den betrokkene tot de orde terug.

Uitsluiting.

Volhardt het lid, dan spreekt de voorzitter zijn tijdelijke verwijdering van het paleis der vergadering uit.

ART. 37. — Te doen wegvallen.

VOORGESTELDE TEKST

ART. 38. — De uitsluiting brengt mede het verbod deel te nemen aan de werkzaamheden van den Senaat en zich weder te vertoonen in het paleis der vergadering.

HUIDIGE TEKST

ART. 39. — Zij geldt voor het overige deel der vergadering gedurende dewelke zij wordt uitgesproken. (*Aangenomen 17 Juni 1924.*)

ART. 40. — Indien de uitgesloten senator niet voldoet aan het bevel den Senaat te verlaten, hetwelk hem door den voorzitter wordt gegeven, wordt de vergadering geschorst of gesloten.

In dit geval, loopt het lid van rechtswege de uitsluiting op, gedurende de acht volgende vergaderingen. (*Aangenomen 17 Juni 1924.*)

VOORGESTELDE TEKST

Zij geldt voor het overige deel der vergadering gedurende dewelke zij wordt uitgesproken.

ART. 40. — Indien de uitgesloten senator niet voldoet aan het bevel den Senaat te verlaten, dan geeft de voorzitter aan de van dienst zijnde wacht de noodige bevelen om zijn besluit te doen uitvoeren.

De vergadering wordt geschorst of gesloten.

(Laatste alinea zooals hiernaast.)

Toelichting.

De artikelen 38 en 39 worden versmolten.

Artikel 40, gewijzigd zooals aangeduid, schrijft voor dat de voorzitter aan de van dienst zijnde wacht de noodige bevelen geeft om het besluit te doen uitvoeren.

HUIDIGE TEKST

ART. 41. — Het lid dat de tijdelijke uitsluiting heeft opgelopen, kan de gevolgen daarvan doen ophouden vanaf den dag na dien waarop de maatregel genomen werd, door schriftelijk te verklaren « dat hij betreurt de beslissing van den Senaat te hebben miskend ». Die verklaring wordt ter vergadering door den voorzitter voorgelezen. (*Aangenomen 17 Juni 1924.*)

ART. 42. — De bepaling van het vorig artikel is niet van toepassing op het lid dat in den loop van hetzelfde zittingsjaar, voor de derde maal de tijdelijke uitsluiting heeft opgelopen; in dat geval, geldt deze uitsluiting voor vijftien vergaderingen. (*Aangenomen 17 Juni 1924.*)

VOORGESTELDE TEKST

ART. 41. — De woorden « beslissing van den Senaat », te vervangen door « beslissing van den voorzitter ».

ART. 42. — Deze bepaling is niet van toepassing op het lid dat in den loop van hetzelfde zittingsjaar *voor de tweede maal* de tijdelijke uitsluiting heeft opgelopen; in dat geval, geldt deze uitsluiting voor vijftien vergaderingen.

Toelichting.

Wij stellen voor de bepaling van artikel 42 bij die van artikel 41 te voegen, om slechts een enkel artikel te maken. Wij meenen bovendien dat de voorziene sanctie moet toegepast worden op het lid dat *voor de tweede maal* tijdelijke uitsluiting heeft opgelopen.

HUIDIGE TEKST**HOOFDSTUK VII.****WETSONTWERPEN EN VOORSTELLEN.**

ART. 46. — De wetsontwerpen door den Koning of door de Kamer der Volksvertegenwoordigers toegezonden aan den Senaat, alsmede de memoriën van toelichting worden gedrukt in het Fransch en in het Nederlandsch, rondgedeeld en tot onderzoek verzonden naar een commissie of naar verscheiden vereenigde commissiën, tenzij de Senaat hoogdringendheid erkent en tot dadelijke behandeling besluit.

Is de Senaat niet vergaderd, zoo wijst de voorzitter de commissiën aan, waarnaar de wetsontwerpen en voorstellen worden verzonden. De voorzitters dezer commissiën worden hiervan verwittigd door den griffier wien zij opgeven tegen wat dag en uur de commissiën dienen te worden bijeengeroepen. (*Gewijz. 17 Juni 1924.*)

VOORGESTELDE TEKST

ART. 46. — De woorden : « tenzij de Senaat » te vervangen door : « tenzij de voorzitter ».

Toelichting.

Het is de voorzitter die bevoegd is om tot hoogdringendheid en dadelijke behandeling te besluiten.

HUIDIGE TEKST**Amendementen.**

ART. 52. — Ieder senator mag amendementen, sub-amendementen of toe te voegen artikelen voorstellen en toelichten.

Hij moet die schriftelijk opstellen, ondertekenen en ter tafel leggen bij het bureau.

Amendementen, sub-amendementen en toe te voegen artikelen mogen niet

VOORGESTELDE TEKST**Amendementen.**

ART. 52. — Ieder senator mag amendementen, sub-amendementen of toe te voegen artikelen voorstellen en toelichten.

Hij stelt die schriftelijk op, ondertekent en overhandigt ze aan het bureau vóór het ter tafel leggen van het verslag der commissie. De amendementen, sub-amendementen en toe te

HUIDIGE TEKST

in behandeling komen vooraleer zij door TWEE leden ondersteund zijn.

Worden zij na de sluiting van de algemeene beraadslaging ter tafel gelegd, zoo dienen zij door VIJF leden te worden ondersteund. (*Gewijz. 17 Juni 1924.*)

Worden zij overgelegd vóór den dag waarop zij in behandeling komen, zoo worden zij vertaald en in tweetaligen tekst rondgedeeld.

Worden zij gedurende de bespreking ingediend, zoo kunnen zij in eentaligen tekst ter stemming worden gelegd.

In geval van aanneming, zorgt het bureau ervoor, dat de aldus gewijzigde artikelen vóór de tweede stemming worden vertaald. (*Aangenomen 28 December 1898.*)

VOORGESTELDE TEKST

voegen artikelen worden in tweetaligen tekst gedrukt en rondgedeeld.

Worden zij na het ter tafel leggen van het verslag ingediend, dan komen zij slechts in behandeling na aan het onderzoek der commissie voorgelegd te zijn geworden.

Toelichting.

Het komt veelvuldig voor dat in der haast opgestelde amendementen voorgesteld worden op het oogenblik van de behandeling zelf en dat de senatoren zich moeten uitspreken zonder de teksten onder oogen te hebben.

Deze werkwijze heett vaak een nadeeligen invloed op het maken der wetten gehad.

De bespreking zal ingekort, de tekst klaarder zijn wanneer de commissie de gelegenheid heeft gehad zich uit te spreken over de waarde dezer amendementen.

Uit dezen nieuwen tekst blijkt dat al de amendementen uitgaande van senatoren vooraf het onderzoek door de commissie moeten ondergaan. Deze regel is niet van toepassing op de amendementen voorgesteld door de Regeering; deze kunnen voorgesteld en in behandeling genomen worden na de indiening van het verslag, doch de Senaat kan uitdrukkelijk tot de verzending er van naar het onderzoek door de commissie beslissen, krachtens artikel 53, dat toepasselijk is op al de amendementen, hetzij dat zij uitgaan van het parlementair initiatief, hetzij dat zij van Regeeringswege komen.

HUIDIGE TEKST

Bespreking en stemming der begrootingen.

ART. 57. — Behoudens andersluitende beslissing van de vergadering :

1^o Wordt vanaf de maand November, de voorrang gegeven aan de bespreking en aan de stemming van de begrootingen;

VOORGESTELDE TEKST

Bespreking en stemming der begrootingen.

HUIDIGE TEKST

2^o Duurt de behandeling van een begrooting of van een groep begrootingen, bij den Senaat ingediend — met inbegrip van de artikelsgewijze behandeling — ten hoogste drie dagen;

3^o Duurt de behandeling van een begrooting of van een groep begrootingen door de Kamer der Volksvertegenwoordigers overgemaakt, ten hoogste twee dagen;

4^o Mogen bij de artikelsgewijze behandeling de redenaars ten hoogste gedurende tien minuten spreken.

Een lid, ingeschreven als redenaar bij de algemeene behandeling eener begrooting, en afwezig op het oogenblik dat de voorzitter hem het woord verleent, wordt definitief van de lijst der sprekers afgevoerd.

Voor het overige zijn de bepalingen van de artikelen 22, 27 en 51 toepasselijk op de behandeling der begrootingen. (*Aangenomen, 6 Juli 1939.*)

VOORGESTELDE TEKST

In n^r 2^o het woord : « dagen » te vervangen door : « vergaderingen ».

In n^r 3^o het woord : « dagen » te vervangen door de woorden : « vergaderingen ».

4^o Wordt, bij de artikelsgewijze behandeling, de spreektijd der redenaars tot tien minuten beperkt.

In de 5^e alinea de woorden « als redenaar » doen wegvallen.

Toelichting.

Wij stellen voor het woord « dagen » te vervangen door het woord « vergaderingen » ten einde goed aan te duiden dat er nog slechts een vergadering per dag zal zijn, die van den namiddag. De ochtendvergaderingen, aan de bespreking der begrootingen besteed, zijn een bespotting van het parlementair regime. Amper enkele leden zijn bij den aanvang der vergadering aanwezig; in den loop der vergadering zijn er niet meer dan twintig. De redenaar spreekt voor ledige zetels. Daar het de gewoonte is dat er geen stemming in den loop der ochtendvergaderingen zal zijn, zijn de senatoren, die de debatten niet hebben gevolgd, niet op de hoogte van het belang der stemmingen die zij moeten uitbrengen.

Voor het behoud van het gezag van den Senaat, is het van belang dat er van de ochtendvergaderingen afgezien worde.

Door de herhalingen en de vraagpunten van ondergeschikten aard te vermijden, en *door een strenge tucht bij de debatten na te leven*, is de Senaat bij machte na drie vergaderingen van drie uur, de bespreking van een begrooting, hoe belangrijk zij ook weze, af te handelen.

Her Parlement is niet alleen verantwoordelijk voor de vertraging die de stemming der begrootingen elk jaar ondergaat. De Regeering heeft op dat gebied haar deel van verantwoordelijkheid.

Het is zelden dat de uitdeeling der ontwerpen van begrooting, die ten laste valt van het departement van Financiën, geschiedt binnen den termijn voor-

geschreven door de wet op de Rijkscomptabiliteit (1). Indien deze termijn werd nageleefd, dan zouden de bevoegde commissies, van begin October af — zooals artikel 63 van het Reglement het voorschrijft — de bij den Senaat neergelegde begrotingen kunnen onderzoeken en derwijze werken dat de verslagen in de eerste helft van November kunnen rondgedeeft worden. Dan zouden de begrotingen vanaf den terugkeer der Wetgevende Kamers op de agenda voorkomen.

(1) Overeenkomstig art. 10 der wet van 9 April 1935, houdende wijziging van de Rijkscomptabiliteitswet wordt, «het ontwerp van begrooting gedrukt en aan de leden der Wetgevende Kamers uitgedeeld, door het toedoen van het departement van Financiën, uiterlijk op 30 September van het jaar dat de opening van het dienstjaar voorafgaat».

HUIDIGE TEKST

HOOFDSTUK VIII.

COMMISSIEN.

Benoeming.

ART. 59. — Bij iedere vernieuwing van den Senaat, en na aanstelling van het Bureau, wordt er overgegaan tot de benoeming van de vaste commissiën waarvan de bevoegdheid, ten aanzien van de diensten der ministerieele departementen, door het Bureau wordt bepaald; alsmede van een commissie voor de verzoekschriften en van een commissie voor de naturalisatiën.

Iedere commissie telt 22 leden die door den Senaat worden aangeduid, overeenkomstig de regelen bij artikel 2 bepaald voor de aanduiding der leden van de commissie tot onderzoek der geloofsbrieven.

Een bijzondere commissie, naar luid van artikel 61 samengesteld, is desvoorkomend belast met het onderzoek van het wetsontwerp bevattende de Algemeene Rijksbegrooting.

VOORGESTELDE TEKST

Benoeming.

ART. 59. — Bij iedere vernieuwing van den Senaat en na aanstelling van het Bureau, verdeelt de Senaat zich in *twaalf* vaste commissiën waarvan de bevoegdheid in verband staat met de diensten der ministerieele departementen.

Alle commissiën tellen een zelfde aantal leden, die door den Senaat worden aangeduid overeenkomstig de regelen bepaald bij artikel 2 voor de aanduiding zijner commissie belast met het onderzoek der geloofsbrieven. Is er een overschot, dan wordt het toegekend in de volgende orde : Justitie, Binnenlandsche Zaken, Openbaar Onderwijs, Financiën, Buitenlandsche Zaken, Openbare Werken, Landsverdediging, Landbouw, Verkeerswezen (Spoorwegen, posten, telegraaf, telefoon, zeewezen, autobus, vaartwegen, radio-omroep, vliegwezen), Economische Zaken, Arbeid en Sociale Voorzorg, Koloniën.

Een bijzondere commissie, samengesteld overeenkomstig artikel 61, is belast met het onderzoek van het wetsontwerp bevattende de Algemeene Rijksbegrooting.

HUIDIGE TEKST

Al deze commissiën blijven fungeeren tot de eerstvolgende gewone of buitengewone vernieuwing van den Senaat.

Bij vacature, wordt daarin van ambtswege voorzien, door de aanduiding der senatoren die de vroegere titularissen vervangen. (*Gewijz. 17 Juni 1924, 27 December 1932, 26 Juli 1934 en 6 Juli 1939.*)

VOORGESTELDE TEKST

Al deze commissiën blijven fungeeren tot de eerstvolgende gewone of buitengewone vernieuwing van den Senaat.

Bij vacature, wordt daarin van ambtswege voorzien door de aanduiding van den senator die den vroegeren titularis vervangt.

Toelichting.

De voorgestelde wijziging strekt er naar het stelsel der benoeming van de vaste commissiën terug in te voeren zooals het van kracht was van 1831 tot 1924.

Het is op 17 Juni 1924 dat de Senaat in zijn Reglement de huidige beschikking heeft ingelascht waardoor de leden der vaste commissiën benoemd worden volgens het stelsel der evenredige vertegenwoordiging en het aantal hunner leden gebracht op 21, getal dat in 1932 met een eenheid werd verhoogd, zoodat de commissiën thans 22 leden tellen. Daaruit volgt dat de meeste leden van den Senaat deel uitmaken van *twee commissiën* en dat sommigen in drie commissiën zetelen.

Door het aantal leden in elke commissie op 22 te brengen, heeft men de senatoren willen in staat stellen deel uit te maken van twee en zelfs van drie commissiën en het bezwaar te keer te gaan de bedrijvigheid van sommige collega's, die verplicht zouden zijn zich tot een commissie, wier opdracht begrensd kan zijn, te beperken, al te zeer in te krimpen. (Verslag van den heer Ligy — *Gedr. St. Senaat*, n^r 161, bl. 31, van 27 Mei 1924.)

In de praktijk heeft deze nieuwigheid den parlementairen arbeid geenszins verbeterd.

Indien men de verslagen der commissievergaderingen nagaat, dan stelt men vast dat de meeste dezer vergaderingen slechts gevolgd worden door minder dan de helft harer leden.

Daarentegen de senatoren, die de vergaderingen der commissiën vlijtig bijwonen, klagen telkens wanneer de twee of drie commissiën waarvan zij lid zijn, tegelijkertijd bijeengeroepen worden. Tegen dien toestand is geen hulpmiddel, vermits elke voorzitter zijn commissie bijeenroept volgens het belang en de dringendheid van de ontwerpen en voorstellen die bij haar aanhangig zijn.

De gelijktijdige vergaderingen zullen nog veelvuldiger zijn — zooniet regel — indien, zooals wij het voorstellen, de Senaat de wijzigingen van artikel 17 aanneemt zeggende dat de *Woensdag* voor de commissievergaderingen voorbehouden wordt.

Wij stellen derhalve voor dat elke senator slechts lid zou zijn van een enkele commissie, met dien verstande evenwel dat de leden de commissievergaderingen mogen bijwonen waarvan zij geen deel uitmaken en daar gehoord worden, doch zonder mede te stemmen (art. 62).

Wij zijn overtuigd dat de terugkeer tot de procedure van vóór 1924 verkieslijk is boven het huidige stelsel.

HUIDIGE TEKST

Verslagen.

ART. 60. — De verslagen vanwege de commissiën bevatten, benevens den zakelijken inhoud der beraadslagingen, met redenen omkleede besluiten.

De verslagen worden bij het Bureau ter tafel gelegd, in den loop van de vergadering, gedrukt en rondgedeeld in de taal waarin zij werden opgesteld, zoodat de senatoren deze uiterlijk daags vóór de algemeene bespreking ontvangen. Zij worden in de andere taal zoo spoedig mogelijk vertaald, gedrukt en rondgedeeld.

Bij hoogdringendheid, mag de Senaat bevelen dat zij ter openbare vergadering worden voorgelezen.

Worden de verslagen ingediend tusschen de vergaderingen van den Senaat in, dan worden zij overgemaakt aan den griffier om te worden gedrukt, rondgedeeld en vertaald; in dit geval, vervangt het drukken het ter tafel leggen ter openbare vergadering.

De overige stukken in eentaligen tekst overgelegd, worden slechts vertaald op uitdrukkelijk bevel van den Senaat. (*Gewijz. 17 Juni 1924.*)

VOORGESTELDE TEKST

Verslagen.

(Zooals hiernaast.)

Commentaar.

Artikel 60 waarvoor geenerlei wijziging wordt voorgesteld, vergt evenwel eenig commentaar.

Het betreft de eerste alinea waarbij gezegd wordt dat de verslagen van de commissiën, *benevens den zakelijken inhoud der beraadslagingen*, met redenen omkleede besluiten bevatten.

In talrijke gevallen echter — namelijk bij het onderzoek der begrootingen — zijn de verslagen het persoonlijk werk der verslaggevers. Zij bevatten dikwijls buiten de omstandige uiteenzetting hunner zienswijze, bijlagen, tabellen, statistieken en andere documentatie om hun stelling te rugsteunen.

De veelvuldigheid van de behandelde stof is onvereinigbaar met het voorgeschrevene van de eerste alinea. Het verslag neemt den omvang van een boekdeel, waarvan de hoofdstukken dikwijls het kader van het te onderzoeken onderwerp te buiten gaan.

Daaruit volgt een des te aanzienlijker vertraging voor de vertaling, het drukken en de uitdeeling, daar voor werken van dergelijk belang de verslaggevers wenschen de proeven te herzien, hieraan doorgaans talrijke omwer-

kingen aanbrengen en zeer dikwijls het drukken van nieuwe proeven vergen vooraleer het fiat van den definitieven tekst te geven.

Onzes inziens moeten de beschouwingen van den verslaggever niet in het verslag vermeld, doch op het spreekgestoelte door hun auteur uiteengezet worden.

Artikel 60 is duidelijk : het verslag moet er zich toe beperken den *zakelijken inhoud der beraadslagingen* en *de met redenen omkleede besluiten* te geven.

De voorzitter van den Senaat en de voorzitters der commissiën zouden deze voorschriften moeten in herinnering brengen aan hun collega's belast met het opmaken der verslagen.

HUDIGE TEKST

Werking der Commissiën.

ART. 61. — 1. De commissiën vergaderen op bijeenroeping door haar voorzitter of op initiatief van den voorzitter van den Senaat.

2. Iedere commissie noemt voor geheel het zittingsjaar een voorzitter, een ondervoorzitter en een secretaris.

3. Zij kiest haren verslaggever voor elk wetsontwerp of -voorstel.

4. Is bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers een wetsontwerp of -voorstel aanhangig, dan kan de commissie, die desvoorkomend met het onderzoek daarvan wordt belast, een verslaggever aanduiden vóór de stemming in de Kamer.

5. Iedere commissie wijst TWEE harer leden aan, om deel uit te maken van de commissie voor de Algemeene Rijksbegrooting en van de bijzondere commissie voor de begrooting van buitengewone ontvangsten en uitgaven.

6. De voorzitter van den Senaat is van rechtswege voorzitter van de commissie waartoe hij behoort, van de commissie voor de Algemeene Rijksbegrooting en van de commissie voor de begrooting van buitengewone ontvangsten en uitgaven.

7. De vereenigde commissiën worden voorgezeten door den oudsten voorzitter.

8. De commissie voor de Algemeene Rijksbegrooting benoemt, bij vol-

VOORGESTELDE TEKST

Werking der Commissiën.

ART. 61. — Aan de vijfde alinea toe te voegen :

« ... en een harer leden om de vaste commissiën voor de verzoekschriften en de naturalisatiën te vormen. »

HUIDIGE TEKST

strekke meerderheid, een of meer harer leden, om verslag op te maken over het geheel en over de verschillende deelen dezer begrooting. (*Gewijz. 17 Juni 1924, 27 December 1932 en 6 Juli 1939.*)

VOORGESTELDE TEKST*Toelichting.*

Deze toevoeging is het gevolg der wijzigingen voorgesteld bij artikel 59 over de benoeming der commissiën. Het is de terugkeer naar de wijze van indeeling der commissiën zooals die vóór 7 Juni 1924 bestond. De commissie voor de verzoekschriften en de commissie voor de naturalisatiën zullen voortaan 12 leden tellen in plaats van 22.

HUIDIGE TEKST

ART. 62. — Behoudens andersluidende beslissing van de commissie, mogen de leden van den Senaat de vergaderingen bijwonen van de commissiën waarvan zij geen deel uitmaken, en daar gehoord worden, doch zij stemmen niet mede. (*Gewijz. 17 Juni 1924.*)

VOORGESTELDE TEKST

ART. 62. — In den Franschen tekst de uitdrukking « A moins » vervangen door « Sauf ». De Nederlandsche tekst blijft ongewijzigd.

Onderzoek van begrootingen.

ART. 63. — 1. Vanaf het begin van October, duiden de commissiën de verslaggevers aan over de begrootingen die bij haar aanhangig zijn gemaakt.

2. Vanaf dit oogenblik, en ondanks de sluiting van de zitting, zetten zij het onderzoek ervan voort, in overleg met de verslaggevers, ten einde de indiening van het verslag bij het Bureau van den Senaat of bij de Griffie te verzekeren, binnen een termijn van hoogstens zes weken.

3. Wordt het verslag niet ingediend binnen voornoemden termijn, dan deelt de voorzitter zulks mede aan de vergadering; deze treft de beslissing die zij geschikt acht om de normale bespreking van de begrootingen te verzekeren.

Onderzoek van begrootingen.

ART. 63. — 1. (Ongewijzigd.)

2. Vanaf dit oogenblik, en ondanks de sluiting van de zitting, zetten zij het onderzoek ervan voort, ten einde de indiening van het verslag bij het Bureau van den Senaat of bij de Griffie te verzekeren binnen een termijn van ten hoogste vier weken.

HUIDIGE TEKST

4. De begrotingen ingediend bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers worden door de commissiën onderzocht zonder hun goedkeuring door deze vergadering af te wachten, behoudens een aanvullend onderzoek na den datum hunner overmaking aan den Senaat. Het onderzoek van deze begrotingen, het opstellen en de bespreking van de verslagen, moeten derwijze geschieden dat deze bij het Bureau van den Senaat ter tafel worden gelegd, uiterlijk drie weken na bedoelden datum.

5. De vorige alinea is van toepassing op de begrotingen teruggezonden naar den Senaat, na door de Kamer der Volksvertegenwoordigers te zijn gemendeerd. (*Gewijz. 6 Juli 1939.*)

VOORGESTELDE TEKST

4. De laatste woorden te doen luiden : « uiterlijk vijftien dagen na bedoelden datum ».

5. De vorige alinea is van toepassing op de begrotingen teruggezonden naar den Senaat, na door de Kamer der Volksvertegenwoordigers te zijn gemendeerd.

Indien de verslagen niet binnen voormelden termijn worden ingediend, dan brengt de voorzitter zulks ter kennis van de vergadering; deze neemt het besluit dat zij gepast acht om de normale bespreking der begrotingen te verzekeren.

Toelichting.

De voorgestelde wijzigingen hebben voor doel de bespreking der begrotingen te bespoedigen, zonder het werk der commissiën noch der verslaggevers te ontzenuwen. Door een termijn van vier weken of van vijftien dagen te bepalen — volgens het geval — voor de indiening der verslagen, zal niemand kunnen beweren dat deze tijdsruimte onvoldoende is om de commissie in staat te stellen de conclusiën neer te leggen over een begroting die regelmatig elk jaar bij haar wordt aanhangig gemaakt.

Door de alinea 3 naar het slot van het artikel over te brengen, hebben wij willen aanduiden dat de bepaling van deze alinea toepasselijk is op al de in het artikel vermelde termijnen.

HUIDIGE TEKST**Verzoekschriften.**

ART. 64. — I. De commissie voor verzoekschriften brengt verslag uit over de verzoekschriften waarbij zij dit nuttig acht; ook over die waarvoor haar zulks door een lid schriftelijk of ter openbare vergadering wordt gevraagd.

VOORGESTELDE TEKST**Verzoekschriften.**

(Alinea I ongewijzigd.)

HUIDIGE TEKST

2. Een lijst opgevende den zakelijken inhoud van die verzoekschriften, met de besluiten volgens de verslagen der commissie, wordt gedrukt, rondgedeeld en achteraan de agenda der eerstvolgende vergadering gebracht.

3. Beslist echter de commissie tot spoedige behandeling, of wordt zulks uitdrukkelijk door een lid gevraagd, zoo bepaalt de Senaat een dag daartoe.

4. De commissie beslist omtrent de verzoekschriften die geen aanleiding geven tot verslag. Haar beslissingen worden bij afzonderlijke lijst bekendgemaakt. (*Gewijz. 17 Juni 1924.*)

VOORGESTELDE TEKST

Alinea 2 : De woorden « der eerstvolgende vergadering » te doen wegvallen.

Alinea 3, in stede van « de Senaat », te lezen « de voorzitter ».

Het overige als hiernaast.

Toelichting.

Wij stellen voor aan het slot van de tweede alinea de woorden : « der eerstvolgende vergadering », die overbodig zijn, te doen wegvallen.

Het is de voorzitter en niet de Senaat die den dag der bespreking moet bepalen, want het is de voorzitter die bevoegd is om de agenda vast te stellen (art. 12).

HUIDIGE TEKST

Commissie voor parlementairen arbeid.

ART. 65. — I. Na iedere vernieuwing van den Senaat wordt een commissie ingesteld die tot opdracht heeft den stand van de werkzaamheden der vergadering te onderzoeken en een werkplan op te maken, waarin bovendien de modaliteiten van zijn toepassing en de voorwaarden van zijn uitvoering worden voorzien.

2. Deze commissie bestaat uit den voorzitter, de ondervoorzitters, en zes afgevaardigden die de politieke samenstelling van de vergadering vertegenwoordigen.

3. De Regeering die op bijzondere wijze door den voorzitter van den Senaat zal kennis krijgen van dag en uur der bijeenkomst van de commissie, mag dezelve bijwonen en haar advies doen kennen.

VOORGESTELDE TEKST

Commissie voor parlementairen arbeid.

In de alinea 2 de woorden : « afgevaardigden die de politieke samenstelling van de vergadering vertegenwoordigen » te vervangen door de woorden : « leden aangeduid door het bureau ».

HUIDIGE TEKST

4. De voorstellen van de commissie worden aan de goedkeuring van den Senaat onderworpen.

5. Indien deze voorstellen tot debat aanleiding geven, mogen ten hoogste zes leden gedurende hoogstens tien minuten het woord voeren.

6. De bij de vorige alinea voorziene beperkingen zijn niet toepasselijk, zoo de aanvraag uitgaat van één vijfde der leden van den Senaat.

7. Het door den Senaat geregeld werkplan wordt aangeplakt en rondgedeeld.

8. Het mag nadien slechts gewijzigd worden door een stemming uitgebracht op initiatief, hetzij van den voorzitter van den Senaat, hetzij van de commissie voor parlementairen arbeid, hetzij van de Regeering, of door een stemming uitgebracht over een schriftelijk voorgedragen motie die wordt gesteund door één vijfde van de leden van den Senaat. In dit geval, zijn de beperkingen van het aantal redevoeringen en van den spreektijd, voorzien bij alinea 5 van dit artikel, toepasselijk. (*Aangenomen 6 Juli 1939.*)

VOORGESTELDE TEKST

De alinea's 5, 6 en 8 te doen wegvallen.

Toelichting.

Het Reglement moet onwetend blijven inzake de samenstelling van de groepen of partijen. Het Bureau moet, voor de keuze der zes leden die geroepen zijn te zetelen in de « commissie voor parlementairen arbeid » rekening houden met de zienswijze uiteengezet door de onderscheiden groepsleiders die vooraf geraadpleegd werden. Dit is het doel van de bij alinea 2 voorgestelde wijziging.

Wij stellen bovendien voor de alinea's 5, 6 en 8 te doen wegvallen. Het is aangewezen zich te houden aan de regelen voorgeschreven voor de algemeene bespreking der voorstellen (art. 22) en voor de sluiting der besprekingen (art. 27).

HUIDIGE TEKST**Bijzondere Commissiën.**

ART. 66. — Waar de Senaat het oorbaar acht, mag hij bijzondere commissiën benoemen. Hij bepaalt het aantal senatoren die er deel van uitmaken en handelt bij dezer benoeming, als bij artikel 2 voorgeschreven wordt voor de benoeming der leden van de bestendige commissie tot onderzoek der geloofsbrieven. (*Gewijz. 17 Juni 1924.*)

VOORGESTELDE TEKST**Bijzondere Commissiën.**

ART. 66. — Waar de Senaat het oorbaar acht, mag hij bijzondere commissiën benoemen. Hij bepaalt het aantal senatoren die er deel van uitmaken en handelt bij hun benoeming als voorgeschreven bij artikel 59 voor de benoeming der leden van de vaste commissiën.

Toelichting.

De voorgestelde wijziging heeft voor doel terug te komen tot den regel der veelvuldigheid van stemmen, die reeds voorgesteld werd voor de aanduiding der leden van de vaste commissiën.

HUIDIGE TEKST

HOOFDSTUK XI.

QUAESTUUR EN GELDELIJK BEHEER.

Betrekkingen van de Quaestuur met de Kamer.

ART. 72. — Met hun collega's van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, nemen de quaestoren alle maatregelen tot onderhoud van het paleis; ook zulke maatregelen als waarbij beide Kamers gemeenschappelijk belang hebben. (*Gewijz. 2 Augustus 1907 en 25 November 1930.*)

VOORGESTELDE TEKST

Functies van de Quaestoren.

ART. 72. — De quaestoren zijn belast met al de maatregelen betreffende het materieel, het ceremonieel en de uitgaven van den Senaat.

Al de ambtenaren en bedienden staan onder hun hooge leiding.

Betrekkingen van de Quaestuur met de Kamer.

Zij plegen overleg met hun collega's van de Kamer der Volksvertegenwoordigers voor alle maatregelen tot onderhoud van het paleis en voor al deze waarbij beide Kamers gemeenschappelijk belang hebben.

Toelichting.

Wij hebben de eerste alinea, weggefallen in 1930 (vroeger art. 69) opnieuw ingelascht.

Deze beschikking is van belang want zij bepaalt de hootdopdrachten van de quaestoren. Zij bleek ons dienvolgens onmisbaar.

HUIDIGE TEKST

HOOFDSTUK XII.

GRIFFIER.

ART. 77. — Zonder oorlof vanwege het bureau, mag hij geen enkel stuk uit het archief aan iemand anders mededeelen, dan aan leden van den Senaat.

VOORGESTELDE TEKST

HOOFDSTUK XII.

GRIFFIER.

ART. 77. — Hij regelt de dienstorde, heeft het toezicht over het werk der bureelen en oefent zijn gezag uit over al de ambtenaren en bedienden.

ART. 77bis. — Zooals artikel 77 hiernaast.

Toelichting.

Voor hetgeen artikel 77 (nieuw) betreft, hebben wij een gedeelte terug ingelascht van het vroeger artikel 76 van het Reglement, dat men in 1924 heeft doen wegvallen. Wij meenen dat het verkeerd was deze bepaling af te schaffen, want zij had haar belang om den regelmatigen gang van al de diensten te verzekeren.

Het vertrouwen van den Senaat genietende en verantwoordelijk tegenover hem voor de goede regeling der onderscheiden diensten, moet de griffier heel het raderwerk dat bijdraagt tot de regelmatige werking van den wetgevenden arbeid in handen hebben en er toezicht op houden.

HUIDIGE TEKST

—
ART. 87. — De ambtenaren, beambten en dienstlieden van den Senaat staan, wat de tucht betreft, onder het gezag van den griffier. (*Gewijz. 17 Juni 1924.*)

VOORGESTELDE TEKST

—
Te doen wegvallen ingevolge de wijzigingen bij artikel 77.